



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

DANS CE NUMÉRO :

Faire confédération dans les territoires

Baptiste P. & Michel T.

Comment la décolonisation de l'Algérie façonne les passions françaises

Nedjib Sidi Moussa

6^{ème} rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Christian Mahieux

La RP, les syndicalistes et les grèves dans l'entre-deux-guerres

Julien Chuzeville

Edmond Thomas

Claire Paulhan

Lettre d'Amérique : État des lieux

David Ball

Nos retraites

La question a divisé : quelques mois de retraite et de trimestres cotisés gagnés pour les collègues nés en 1964 et 1965, lâchés pour une majorité parlementaire introuvable, sont-ils une victoire, ou même une « première » victoire ? N'est-ce pas la preuve que la mobilisation depuis deux ans a permis de maintenir le sujet comme incontournable ? Nous faire reprendre la montée d'un escalator qui descend à la fin de la suspension sera-t-il si facile aux gouvernants de 2027 ? Et puis, n'est-ce pas le premier répit obtenu sur une des nombreuses contre-réformes des retraites depuis 30 ans ? Pour nous qui ne vivons que de notre force de travail et n'avons pas ou très peu de patrimoine, chaque trimestre de retraite gagné n'est pas une mince affaire, c'est un trimestre d'épuisement au travail ou de chômage des seniors en moins dans une vie qui n'est pas éternelle. Ce n'est pas la victoire attendue, nous refuserons les mesures anti-sociales à l'affût pour « compenser » budgétairement cette pause, et la lutte pour l'abrogation n'est absolument pas finie, mais comme on dit c'est toujours ça de pris. Et un premier acquis c'est d'abord un point d'appui et un encouragement. On en a régulièrement parlé : gagner davantage, gagner vraiment, cela passe avant tout par la reconstruction de notre capacité collective à mener des grèves de masse, qui bloquent la production. C'est le seul vrai rapport de force que comprennent nos patrons et nos gouvernements depuis toujours.

L'avenir de nos retraites ne se joue pas uniquement sur notre épuisement à un âge légal toujours plus tardif et notre précarité à un niveau de liquidation toujours plus bas, il est à nouveau sujet à l'appétit des assurances. Organiser le déficit du système par les exonérations de cotisations, c'est préparer le basculement vers des retraites par capitalisation, où les principes de solidarité seraient balayés pour une vulnérabilité aux futurs crashes financiers. Maintenir la vigilance et la capacité de mobilisation des salarié·es demandera de plus en plus un effort constant de pédagogie, de dénonciation des enjeux concrets de cette volonté du capital de gagner de nouveaux terrains de chasse à nos dépens.

Stéphane JULIEN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

DIRECTEUR : STÉPHANE JULIEN

ARP, 6 RUE DES MÛRIERS, 14930 ETERVILLE

Équipe : Catherine Bajoue, Philippe Barre, Pascal B.,
Stéphane Julien, Ivan J., Benoît Kermoal, Christian
Mahieux, Baptiste P., Jean-Kely Paulhan, Nedjib
Sidi Moussa, Michel Tommasini, Ronan Vibert.

Éditée par

Les Amis de la Révolution prolétarienne

TRIMESTRIEL. ABONNEMENT : 23 EUROS

Commission paritaire n° 0326 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

PRIX : 5,80 EUROS

La prime d'activité, le dumping du pouvoir d'achat

Pour comprendre pourquoi on peut qualifier de dumping du pouvoir d'achat la prime d'activité, il faut remonter au début des années 2000. Le gouvernement Jospin mettait en place une prime pour l'emploi par la loi du 30 mai 2001 portant sur les revenus de 2000.

Cette loi avait pour but le passage du RSA ou de l'allocation chômage à l'emploi et s'adressait aux salariés occupant un emploi à faible rémunération. Cette prime était alors fixée à un montant d'environ 500 francs annuels (75 euros) pour des salaires annuels inférieurs à 137 166 francs (environ 21 000 euros). Elle avait la forme d'un crédit d'impôt et le salarié ne la percevait qu'en cas d'impôt négatif.

Cette prime pour l'emploi a perduré jusqu'à fin 2015. Le plafond des salaires pour en bénéficier n'avait guère évolué, le montant de la prime ayant évolué pour atteindre, par exemple pour un salarié percevant 12 475 euros par an, environ 950 euros l'an, soit 7,7%. Son coût a été évalué en 2013 à 2,5 milliards d'euros par an.

C'est en 2016 qu'a été mis en place, en application de la loi du 17 août 2015, la prime d'activité que l'on peut qualifier de prestation sociale pour adultes, la Caisse d'allocations familiales effectuant son versement. L'objectif est toujours le même, inciter à reprendre une activité professionnelle, même peu rémunératrice.

Sous l'impulsion du président des riches (fin de l'impôt sur la grande fortune) son montant devait augmenter de 50 % entre 2017 et 2022 pour procurer un gain de 80 euros à un salarié percevant le SMIC.

Et arriva en novembre 2018 la crise sociale dite « Crise des gilets jaunes ». Cela amènerait le monarque républicain à annoncer, le 10 décembre 2018, alors que le pouvoir vacillait, que son montant serait revalorisé de 90 euros dès le 1^{er} janvier 2019.

Son coût annuel passa alors à environ 9 milliards d'euros en 2019, le SMIC n'augmentant quant à lui que de 10 euros.

En 2025, un salarié percevant le SMIC, 1 426 euros net par mois, reçoit en complément 255 euros mensuellement soit 17,9 % du total de sa rémunération.

Il est bien sûr évident que vivre aujourd'hui avec 1 426 euros net n'est plus possible, le coût du logement par exemple pouvant représenter dans ce cas 40 %, voire plus, de la rémunération mensuelle. La conséquence la plus visible est la difficulté de se nourrir convenablement, notamment pour les jeunes. Aussi ces salariés comptent-ils sur la prime d'activité

pour vivre simplement de façon décente.

Mais la question n'est pas là. En 2023, 10,2 milliards d'euros de prime d'activité ont été versés par les caisses d'allocations familiales. C'est le dernier chiffre connu, l'État étant moins pressé de communiquer sur ces chiffres que sur ceux du nombre des chômeurs, dont les chiffres sont actualisés chaque mois, stigmatisant ainsi une population vivant au jour le jour et parfois sous le seuil de pauvreté.

Alors qu'est-ce qui n'est pas normal ? Que les salariés payés au SMIC puissent vivre décemment ? Non, c'est la provenance de ce complément de rémunération ! C'est la première fois depuis la Révolution industrielle du milieu du 19^e siècle que le patronat utilise autant l'ARGENT PUBLIC pour rémunérer le travail des salariés.

Qu'en est-il du patronat ? Les allègements de cotisations sociales patronales mis en place en 1993 ont explosé, jusqu'à représenter en 2024 39,4 milliards d'euros. Somme qui représente aujourd'hui le déficit annoncé des comptes publics !

Mais cela ne s'arrête pas là, les groupes du CAC 40 n'ont jamais autant redistribué à leurs actionnaires : en 2024 ce sont 98,2 milliards d'euros qui leur ont été reversés.

Et pendant ce temps, on manque de lits dans les hôpitaux et d'enseignants à l'école publique.

Les salariés, eux, subissent la double peine : les salaires qui leur sont versés sont trop bas pour vivre décemment et l'État va chercher sur les recettes de l'État la prime d'activité qu'ils paient via l'impôt et / ou les taxes diverses et variées.

Du côté des patrons, il est anormal que l'argent public serve à rémunérer les actionnaires ou, pour d'autres, à se rémunérer eux-mêmes.

Quant aux salariés, ils n'ont pas à bénéficier d'une charité d'État pour pouvoir vivre décemment, c'est le fruit de leur travail qui doit leur permettre de vivre décemment.

Michel KERLING

A.G. 2026

Les abonné·es intéressé·es envoient un mail à :
redactionrp@gmail.com
et elles/ils seront prévenu·es dès que nous serons fixés. En espérant nous y rencontrer.

Prix Nobel de la paix de María Corina Machado : un point de vue de l'opposition de gauche au Venezuela

Le 10 octobre dernier María Corina Machado a reçu le prix Nobel de la paix. La commission a déclaré qu'elle récompensait son « travail inlassable en faveur des droits démocratiques » et sa « lutte pour une transition juste et pacifique de la dictature à la démocratie ».

Machado a dédié son prix à Donald Trump. (...) Elle soutient également le groupe parlementaire européen d'extrême droite Patriotes, qui comprend le parti espagnol Vox, la Française Marine Le Pen, et des trumpistes européens. Dans son message au sommet des Patriotes en février de cette année, Machado a déclaré que la lutte des Patriotes et la sienne font partie de la même « lutte mondiale » : « les (luttres) qui se déroulent en Europe, comme celles que nous menons au Venezuela, ont les mêmes valeurs, les mêmes buts et ennemis. » Elle a affirmé que les Patriotes et elle-même représentent « des mouvements et des dirigeants forts basés sur des valeurs ».

Dans un pays avec environ 8 millions d'exilés contraints, soit un quart de la population vénézuélienne, Machado exploite directement la xénophobie américaine et européenne à son avantage. « Le Venezuela est aujourd'hui la plus grande menace à laquelle l'Occident est confronté [...] Maduro a intentionnellement promu la migration comme un mécanisme pour affaiblir notre société et nos familles et pour déstabiliser l'hémisphère », a-t-elle déclaré dans son message aux Patriotes.

Elle a également soutenu la persécution de Trump contre la migration vénézuélienne. En mars de cette année, Machado a signé une déclaration reprenant la thèse d'une prétendue exportation de « criminels employés par le régime de Maduro pour commettre des crimes à l'étranger ». » Thème qui participe d'un climat de persécution et de suspicion générale.

(...) Certes, la complicité de secteurs corrompus de la gauche internationale, qui ont continué à soutenir le chavisme même après son tournant dictatorial en 2015, contribue à nuire au peuple vénézuélien, qui en a marre du gouvernement autoproclamé « civilo-militaro-policier » (...).

La gauche en Amérique latine et dans le monde a de puissantes raisons de soutenir la cause du peuple vénézuélien, confronté à un appauvrissement extrême en raison de la destruction des trois quarts de l'économie au cours des douze dernières années et d'une flexibilité du travail extrême imposée par le

chavisme. C'est un revers historique pour la classe ouvrière, consommé avant les premières sanctions économiques de Trump en 2017. Pratiquement aucune organisation de gauche en Amérique latine, en Europe ou aux États-Unis n'accepterait un salaire minimum de moins d'un dollar par mois dans son pays, ou la persécution des syndicats et la destruction de l'environnement que nous endurons au Venezuela.

Il faut reconnaître que la faiblesse du soutien international de gauche à la cause vénézuélienne est également due en partie à la faiblesse de la gauche vénézuélienne elle-même. Pendant de nombreuses années, la majeure partie de la gauche locale a été cooptée par les deux pôles capitalistes dans la dispute politique, dont la bourgeoisie traditionnelle à laquelle appartient Machado, et la nouvelle bourgeoisie bolivarienne représentée par Maduro. Ce n'est qu'au cours des cinq dernières années que la plupart des organisations de gauche ont adopté une perspective d'opposition indépendante, bien que la fragmentation continue de prévaloir pour des raisons historiques.

(...) Il est possible de s'opposer à la fois à l'intervention impérialiste et à la dictature bolivarienne. L'opposition aux invasions américaines de l'Irak et du Panama n'a jamais eu besoin de soutien pour Hussein ou Noriega, ni de minimiser leurs crimes dictatoriaux. Il est temps de faire la même chose maintenant.

Le désastre que la contre-révolution chaviste a représenté, avec son héritage de misère et d'inégalité, est exploité par la droite internationale pour discréditer les luttes pour la justice sociale, la protection de l'environnement, les droits des femmes et les libertés démocratiques. L'opposition de droite vénézuélienne a alimenté les théories du complot qui rendent le gouvernement vénézuélien responsable des troubles sociaux dans la région, et elle intervient régulièrement dans les processus électoraux avec des avertissements mélodramatiques. Il devrait être de plus en plus clair que ce n'est qu'en s'opposant fermement aux dictatures comme celles de Maduro et d'Ortega, sans soutenir Trump et ses illusions impérialistes et fascistes, condamnant à la fois les bombardements américains dans les Caraïbes et les menaces de bombardements sur le continent, qu'il est possible de construire des alternatives plus solides et crédibles à l'avancée de l'extrême droite dans la région.

Simón RODRÍGUEZ

Hora Cero | Venezuelanvoices

Faire confédération dans les territoires

Chaque année, dans le privé, des négociations doivent avoir lieu : les négociations annuelles obligatoires (NAO). Ces négociations sont l'occasion pour les syndicats de revendiquer... mais ne gagner que trop rarement. En octobre 2025, la CGT a mis sur son site internet un article pédagogique sur ces NAO et le rôle de l'union départementale (UD) et de l'union locale (UL) comme appuis au syndicat dans la construction du rapport de force pour la hausse des salaires.

Nous relayons cet article pour qu'il circule et soit approprié dans les syndicats et structures syndicales territoriales : il sera ainsi un appui à une meilleure coordination des luttes au niveau local. Cependant, si cet article va dans le bon sens, nous en commentons aussi certaines limites, qui révèlent à nos yeux des faiblesses de notre syndicalisme actuel.

En voici quelques extraits :

Salaires : 9 raisons de contacter l'Union Départementale (UD) et l'Union Locale (UL) CGT

Pour gagner des augmentations générales de salaire, souvent pendant les périodes des NAO (négociations annuelles obligatoires), le syndicat peut avoir besoin d'être aidé par les structures de la CGT. [...]

Voici 9 raisons de les contacter :

Les employeurs ont des stratégies très élaborées, il faut que nous améliorions les nôtres. L'objectif de la CGT est de s'appuyer sur la force du nombre, donc sur le plus de salarié·es. Notre nombre est une force. L'unité peut avoir une utilité. Il faut de la méthode pour s'organiser, peser dans le "rapport de force", pour gagner des avancées.

Négociateur c'est d'abord anticiper

1. L'UD et l'UL peuvent m'aider à anticiper les négociations, à identifier les points d'appui dans la négociation et la mobilisation.
2. L'UD et l'UL peuvent me former sur la négociation collective et plus spécifiquement sur les NAO, mais aussi sur la fiche de paie par exemple en organisant des journées d'étude sur ce thème.
3. L'UD et l'UL peuvent m'aider en apportant une aide juridique à la négociation : le droit du travail est le moins connu par les salarié·es, et pourtant il régit leurs vies au quotidien. [...]
4. S'il n'existe pas de syndicat départemental avec des sections syndicales d'entreprise, l'UD et l'UL peuvent organiser des rencontres entre syndicats

ou sections syndicales d'un même territoire pour qu'elles partagent leur expérience sur les négociations, l'organisation de réunions des salarié·es (animation, outils à disposition). Ces rencontres peuvent aussi permettre de partager des informations sur les négociations en cours entre entreprises donneuses d'ordre et sous-traitantes. [...]

5. [...] L'UD et l'UL peuvent aussi organiser la solidarité militante en sollicitant des syndiqué·es CGT pour venir en aide aux syndicats et sections notamment dans le cadre de leurs tractages, piquets de grève, manifestations, etc. avec une attention particulière pour qu'il n'y ait pas plus de militant·es CGT extérieur·es à l'entreprise que de nombre de salarié·es de l'entreprise en grève. [...]

Un texte au conditionnel

On note immédiatement que les rôles de l'UD et de l'UL sont décrits au conditionnel. Ces structures « peuvent » aider, informer, former, être utiles, organiser des rencontres entre plusieurs syndicats ou sections d'un même territoire, etc. On a le choix : elles peuvent le faire, mais si le syndicat estime qu'il n'en a pas besoin pour ses NAO, ses négociations, ses revendications, alors il se passera très bien de son UL et de son UD. L'article entretient ainsi (involontairement) une posture de consommation : on ne va vers l'interpro que lorsqu'on en a besoin.

Cet usage du conditionnel illustre une réalité : l'enfermement des équipes syndicales dans l'entreprise et le lieu de travail. Les structures territoriales interprofessionnelles se voient attribuer un rôle de palliatif ou de béquille du syndicalisme : c'est si le syndicat professionnel ne se suffit pas à lui-même, qu'il peut être intéressant de s'adresser à elles...

Faire appel à l'UD ou à l'UL pour préparer et construire une lutte n'est absolument pas un réflexe naturel, ce n'est pas considéré comme une étape incontournable du combat syndical. L'UD ou l'UL ne fait pas forcément partie du paysage syndical, des structures auxquelles on pense comme un appui. Ce qui conduit à ces situations beaucoup trop courantes où l'UL n'est appelée à la rescousse que pour agiter des drapeaux sur le piquet de grève une fois que celle-ci a commencé ou, pire, où l'UL découvre la grève dans la presse locale ; ou bien quand l'UL n'a même pas été tenue au courant des NAO ou accords signés par les sections syndicales de son périmètre.

Ces constats sont sans doute ce qui a motivé l'écriture de ce tuto mis en ligne sur le site de la CGT, mais le chemin est encore long avant d'arriver à ancrer dans les pratiques syndicales (donc dans la conscience des militant·es) que l'interpro n'est pas la cerise sur le gâteau, mais l'échelon quotidien de la pratique syndicale locale.

Les thèmes et les revendications qui illustrent cette importance de l'UL et de l'UD dans la construction d'un rapport de forces local (un territoire, mais aussi dans une entreprise ou un lieu de travail) sont nombreux. Par exemple, dans le secteur privé, il y a les NAO. Mais ce pourrait être aussi des sujets qui n'entrent pas forcément dans le cadre légal des NAO. Ni sur les territoires, ni encore moins au niveau national pour chaque fédération, il n'y a de démarches qui auraient comme objectifs de définir une plateforme revendicative commune à toutes les sections d'une même organisation syndicale et qui sera défendue lors des négociations dans les entreprises et lieux de travail.

Une telle démarche intégrée et devenue partie intégrante d'une pratique syndicale permettrait de véritablement coordonner et donc de préparer/planifier des luttes sur les lieux de travail. On soumet ci-dessous quelques idées à ce sujet. Il est néanmoins certain que des initiatives se rapprochant de cette idée existent. Mais elles ne sont pas systématisées dans les organisations syndicales de lutte en France.

Intégrer cette démarche comme une pratique syndicale normale d'un syndicat ou un section syndicale est un puissant moyen pour :

- combattre l'enfermement dans l'entreprise,
- faire entrer la sous-traitance dans le champ des revendications et la lutte,
- entretenir la culture de débats au moins parmi les personnes militantes,
- faciliter l'identification de l'organisation syndicale sur un territoire par le salariat,
- renforcer effectivement le rapport des forces sur le lieu de travail et le constater concrètement,
- renforcer la culture d'organisation et de formation/transmission des savoirs militants entre les équipes syndicales,
- etc.

Confédérer c'est aussi coordonner

Les revendications définies par un syndicat, ou une section, dans une entreprise ou un lieu de travail, doivent bien entendu être construites avec les syndiqué·es et les salarié·es de l'entreprise. Mais pas seulement. Les revendications portées par la section syndicale auront d'autant plus de force qu'elles

auront pris en compte des revendications partagées avec d'autres syndicats et sections du même territoire, ou de la même branche. Sinon, il ne sert à rien d'être un syndicat confédéré.

C'est ce que l'on appelle la coordination des luttes. Celle-ci ne se borne pas à assurer une présence solidaire devant l'entreprise de délégations d'autres syndicats, à fournir du matériel syndical, etc. On doit aussi coordonner les plates-formes revendicatives, pour que le syndicat dans l'entreprise porte des revendications sur des thèmes communs déterminés par l'ensemble de l'organisation syndicale : niveau minimum des hausses de salaires (acceptera-t-on qu'elles soient inférieures à l'inflation ? Exigera-t-on qu'elles soient supérieures ? Devons-nous porter impérativement des revendications sur l'égalité femmes/hommes ?), la précarité (contrats temporaires, temps partiels imposés ou à choix contraint), la sécurité et les conditions de travail, contre l'individualisation des salaires, etc.

Des revendications communes sur un territoire, adaptées à des situations de travail analogues (exemple : les syndicats d'entreprises industrielles, du commerce, de la restauration...), issues d'un débat préalable régulier et coordonné entre les syndicats concernés au niveau d'une UD et avec les UL, annoncées publiquement et défendues sur les lieux de travail, contribueraient à former concrètement une conscience syndicale interprofessionnelle, et à briser l'enfermement de l'activité syndicale dans l'entreprise.

Coordonner c'est aussi planifier

Cela contribuerait aussi à permettre à tous les syndicats et sections, des plus « aguerris » aux plus novices, de mieux organiser leurs luttes et leurs négociations, en les planifiant suffisamment à l'avance. Le partage des stratégies et des tactiques déployées sur les lieux de travail lors de ces luttes prend alors ici toute son importance. Des militant·es d'une entreprise ayant plus d'expérience que celles et ceux d'une autre entreprise jouent alors leur rôle fondamental de formation et de transmission d'une culture de lutte et d'organisation. Alors un processus d'accumulation de forces et d'expériences se met en route.

On éviterait ainsi, également, le phénomène des militant·es démotivé·s et isolé·es, qui n'ont pas l'énergie de lancer quoi que ce soit dans leur propre entreprise, d'aller parler à leurs collègues... Car avec des réunions régulières avec d'autres sections du territoire, plus difficile d'arriver en disant « *je n'ai rien fait car les collègues n'étaient pas motivé·es* »... La dynamique des sections actives et combattives pourra infuser celles où la situation est plus délicate,

qui trouveront aussi dans des UL/UD renforcées un appui juridique, des conseils militants, etc. Ainsi l'interpro ne sera plus la dernière roue du carrosse (ou, sur un autre style, une obligation presque morale, à remplir en plus du travail syndical sur son lieu de travail – comme le défendent beaucoup de partisans du renforcement du rôle des UL dans la CGT), mais l'échelon évident et quotidien de construction et d'articulation des luttes syndicales sur un territoire.

Des propositions à mettre en œuvre

En effet, si un·e militant·e en entreprise cherchait à mettre en œuvre ces conseils, iel s'affronterait à un mur dans de trop nombreux cas :

1. Quelles UL ou UD (ou même fédérations) anticipent réellement les négociations, en établissant à l'avance un calendrier des NAO à venir sur leur périmètre pour s'y préparer ?
2. Les formations «fiche de paie» ne sont vraiment pas les plus répandues et sont de qualité variable d'une UL à l'autre, faute notamment de support confédéral bien travaillé pour la donner.
3. Combien d'UL ou d'UD sont réellement capables de fournir rapidement une information juridique fiable aux sections qui le sollicitent ? Les plus gros syndicats font souvent avec les moyens de leur CSE. Pour les autres, s'ils ont de la chance, l'UL aura des réponses, mais les équipes juridiques font plus souvent de l'accueil juridique que du soutien aux bases existantes. Le fait que beaucoup d'UL et d'UD tournent grâce à des militant·es de la fonction publique ou des professions à statut (SNCF, etc.), où le droit du travail est soit complètement différent soit moins utilisé, n'aide pas : ces camarades doivent souvent se débrouiller seul·es pour apprendre quelques bases et répondre tant bien que mal aux questions de leurs sections.
4. Réunir les équipes syndicales pour échanger sur le travail syndical quotidien et concret est une très bonne idée... rarement mise en œuvre. Ajoutons que même quand un syndicat départemental existe, il reste tout à fait pertinent de réunir ces sections syndicales avec d'autres sections.
5. La solidarité sur le piquet de grève sera d'autant plus facile à mettre en place qu'il y aura eu une fréquentation des militant·es en amont, et de la connaissance mutuelle... dans le cadre, donc, de l'interpro.

La formation syndicale des élu·es et des délégué·es syndicaux et syndicales n'aborde pas cette nécessité impérieuse ou alors elle ne fait que l'effleurer. En retour, on constate la difficulté réelle, par exemple, à faire remonter les résultats de négociations, les accords signés ou les constats de désaccord.

Le prochain congrès confédéral de la CGT abordera la question des unions locales (leurs moyens, etc.). L'UD et les UL sur un territoire sont les structures de base où « faire confédération » peut prendre un sens réel. La CGT s'est affaiblie depuis une bonne décennie (baisse du nombre d'adhérent·es, régression de sa représentativité électorale). Il y a un espoir pour que ce congrès débouche sur des décisions relatives à la nécessité de renforcer les UL, de reconstruire ce maillage de proximité. Cela devra se traduire bien entendu par des mesures sur les moyens (financiers et militants). Mais cela ne suffira pas à convaincre les syndicats. Les fédérations et des UD doivent s'engager dans la mise en œuvre des décisions du congrès confédéral : elles ont une responsabilité majeure dans la construction concrète du « faire confédération ». La mise en place dans les territoires de la préparation et de la coordination du trio revendications/luttes/négociations est une voie incontournable pour réussir.

Baptiste P. et Michel T.
www.syndicalistes.org

Message envoyé pour le congrès de la Libre Pensée

Cher·e·s camarades,
Les amis de *La Révolution prolétarienne* vous envoient un amical salut pour votre congrès. Notre revue a 100 ans. Nous remercions Christian Eyschen pour sa note de lecture du livre que nous avons publié chez Syllepse en janvier à l'occasion de ce centenaire.

L'équipe qui anime la revue est pluraliste et principalement composée de syndicalistes. Nous défendons un syndicalisme de lutte, indépendant, et nous efforçons d'être attentifs aux pratiques syndicales concrètes. Nous nous penchons aussi sur des sujets parfois un peu moins consensuels comme le soutien aux syndicalistes ukrainiens, l'autodéfense sanitaire face à l'eugénisme rampant ayant émergé avec le Covid, la lutte contre l'antisémitisme (qui n'est pas résiduel) ou la promotion d'un meilleur esprit de camaraderie en milieu militant.

Nous sommes bien évidemment préoccupés par la progression des idées réactionnaires dans les urnes et dans les médias et la forte mobilisation de capitaux qui accompagne et facilite cette progression. La défense des libertés collectives, et notamment celles du mouvement ouvrier et des femmes, est et restera un terrain de lutte commun avec vous.

Bon congrès à toutes et à tous,
Stéphane Julien pour Les Amis de *La Révolution prolétarienne*.

Comment la décolonisation de l'Algérie façonne les passions françaises

Intervention de notre camarade Nedjib Sidi Moussa le 11 octobre dernier à Toulon à l'invitation de l'ANPNA.

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement l'Association nationale des Pieds-Noirs progressistes et leurs amis pour cette invitation.

Comme indiqué sur le programme, je vais proposer une intervention sur le thème suivant : « Comment la décolonisation de l'Algérie façonne les passions françaises ».

Les plus avertis pourraient m'accuser, ici, d'enfoncer des portes ouvertes. Après tout, il suffirait de jeter un œil au programme du dernier congrès du cercle algérianiste (Perpignan, 26-28 septembre 2025) pour s'en convaincre. En effet, par-delà la qualité de ses intervenants – très marqués à droite –, le slogan choisi pour l'événement est édifiant : « *On vous l'avait bien dit ! Terrorisme, séparatisme... L'histoire se répète...* »

Cependant, notre rencontre, placée quant à elle sous les auspices de la fraternité, ainsi que le moment pour le moins inquiétant que nous traversons invitent à une réflexion plus poussée.

En effet, la crise politique en France, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de « crise de régime », s'est accompagnée d'une recrudescence du racisme sous toutes ses formes, en particulier à travers une hostilité caractérisée à l'égard des immigrés algériens, des binationaux franco-algériens ou des Français d'origine algérienne.

Cela s'est traduit, parmi de nombreux exemples, par la déclaration de Noëlle Lenoir, présidente du Comité international pour la libération de Boualem Sansal – invitée à cet titre au dernier congrès algérianiste pour un hommage à l'écrivain emprisonné en Algérie qui était, pour sa part, intervenu au premier forum algérianiste du livre (Toulouse, 21-22 octobre 2006).

Sur le plateau de la chaîne télévisée d'extrême droite CNEWS, l'ancienne ministre des Affaires européennes (2002-2004) a donc déclaré, le 8 août 2025 :

« *Nous avons en France des millions d'Algériens qui pourraient sortir un couteau dans le métro, dans la rue ou conduire leur voiture pour renverser des passants.* »

Face au tollé suscité par de tels propos, Noëlle Lenoir a publié un communiqué rectificatif, le 13 août, dans lequel nous pouvons lire :

« *Il fallait évidemment entendre milliers et*

non pas millions. Cela corrigé, je maintiens mes propos. »

Certes, les tensions diplomatiques entre les États algérien et français ont assurément contribué à la détérioration d'un climat déjà pesant pour des populations discriminées, marginalisées et stigmatisées dans l'espace public depuis plusieurs décennies.

De même, la guerre d'annihilation contre les Palestiniens – en particulier à Gaza – a participé de l'entretien d'une atmosphère tout aussi hostile à l'égard des opposants à la logique génocidaire et, plus largement, des Arabes, des musulmans ou de ceux perçus comme tels.

Parmi les pistes qui permettent de comprendre aujourd'hui les ressorts du malaise français, un détour par le passé s'impose.

En effet, à rebours de l'assertion simpliste selon laquelle l'histoire se répéterait fatalement à l'identique, nous partirons plutôt de l'hypothèse qu'il existe une très grande stabilité dans l'énonciation des stigmates visant, en France, les populations algériennes ou assimilées.

En outre, ces préjugés sont réactivés à la faveur de crises (sociales, politiques ou diplomatiques) par des groupes, plus ou moins structurés idéologiquement, et dont la généalogie politique les rattache, d'une façon passionnelle – si ce n'est charnelle – à la décolonisation de l'Algérie.

Cela étant, il est tout à fait juste de mettre en lumière, grâce à l'ouvrage de l'historien Alain Ruscio, *La première guerre d'Algérie* (Paris, La Découverte, 2024), l'élaboration d'un racisme impérial dès la conquête de l'Algérie – et dont certaines expressions (notamment le procédé qui consiste à « arabiser » le patronyme d'un adversaire) résonnent de façon étrangement familière avec notre époque.

De même, nous pourrions remonter à des épisodes plus anciens, des Croisades jusqu'à la rivalité des puissances européennes avec l'Empire ottoman, pour trouver des témoignages du mépris entretenu à l'égard de l'Orient par des intellectuels d'Occident, suivant en cela l'universitaire Edward Said (1935-2003) et son *Orientalism* (New York, Pantheon Books, 1978).

Cependant, nous pensons plutôt que l'hostilité alimentée de longue date par des factions de la « droite de la droite » – aujourd'hui en grande partie banalisées dans le champ politico-médiatique – a davantage à voir avec la rancœur provoquée par

la décolonisation chez les partisans violents de l'« Algérie française », devenus, une fois leur défaite consommée, les pourfendeurs non moins virulents de la « France algérienne ».

Afin d'en rendre compte d'une façon plus approfondie, je propose d'isoler une séquence historique et de l'étudier aussi finement que possible dans les limites de cette communication.

À ce titre, l'année 1965 constitue une fenêtre d'observation privilégiée de la cristallisation d'une rhétorique réactionnaire, comprise dans son rapport obsessionnel à la question algérienne qui constitue à la fois une véritable matrice du ressentiment et un puissant levier de mobilisation.

Eneffet, nous nous situons alors trois années, à peine, après l'accession de l'Algérie à son indépendance, combattue par les diverses composantes du nationalisme français – parmi lesquelles se trouvent d'anciens collaborationnistes –, engagées dans le soutien enthousiaste aux activistes de l'« Algérie française » voire aux activités terroristes de l'OAS.

D'autre part, l'an 1965 est marqué par le renversement, le 19 juin, du premier président de la République algérienne démocratique et populaire, Ahmed Ben Bella (1916-2012), dont l'annonce d'un hypothétique voyage en France avait suscité bien des émois.

Mais cette année voit aussi l'organisation, les 5 et 19 décembre, de la première élection présidentielle au suffrage universel direct, consacrée par la victoire de Charles de Gaulle (1890-1970) face à François Mitterrand (1916-1996), deux protagonistes de la « guerre d'Algérie ».

À cette occasion, les diverses familles de l'extrême droite s'étaient retrouvées dans le soutien à la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour (1907-1989) – cofondateur, en 1960, du Front national pour l'Algérie française – et dont le directeur de campagne n'était autre que Jean-Marie Le Pen (1928-2025), cofondateur du Front national pour l'unité française en 1972.

En parlant de « *rhétorique réactionnaire* », je fais référence à l'ouvrage d'Albert Hirschmann (1915-2012), *The Rhetoric of Reaction* (Cambridge, The Belknap Press, 1991), qui identifie les stratégies employées par les conservateurs opposés, depuis la Révolution française, à l'égalité devant la loi, au suffrage universel et à l'État-providence.

Ce refus du progrès démocratique et social – dans lequel s'inscrit, selon nous, l'émancipation des peuples placés sous le joug colonial – s'articule, suivant la démonstration du sociologue, à travers les arguments suivants : 1) l'effet pervers (*perversity*) du changement ; 2) l'inanité (*futility*) des réformes ; 3) la



mise en péril (*jeopardy*) de l'ordre antérieur.

Au plan des sources, je m'appuierai sur cinq périodiques : 1) *Aspects de la France*, hebdomadaire lancé en 1947 par le monarchiste Maurice Pujo (1872-1955) ; 2) *Défense de l'Occident*, revue fondée en 1952 par le fasciste Maurice Bardèche (1907-1998) ; 3) *Ecrits de Paris*, revue créée en 1947 par le pétainiste René Malliavin (1896-1970) ; 4) *Europe-Action*, mensuel lancé en 1963 par Dominique Venner (1935-2016), ancien membre de l'OAS ; 5) *Occident-Université*, bulletin dirigé par l'ultra-nationaliste Philippe Asselin.

Je précise avoir déjà mobilisé une partie des sources mentionnées dans le premier chapitre de mon ouvrage *Histoire algérienne de la France* (Paris, PUF, 2022) mais qu'il s'agit dorénavant de réagencer ce matériau, sans se focaliser sur l'onde du choc du coup d'État du 19 juin 1965 ni confronter les périodiques d'extrême droite à leurs adversaires de la gauche révolutionnaire.

J'articulerai mon propos en trois temps : 1) le procès de la décolonisation ; 2) la stigmatisation de l'immigration ; 3) la dénonciation du « *racisme anti-blanc* ».

Le procès de la décolonisation

Le dénigrement de la décolonisation apparaît régulièrement dans les colonnes de la presse nationaliste, à l'instar d'*Aspects de la France* dont l'éditorial du 24 juin 1965, intitulé « Et voilà l'Algérie algérienne », criminalise ce processus d'émancipation :

« *La chute de Ben Bella, les affrontements qui l'ont suivie, préludes peut-être, à une sanglante guerre civile, donnent raison à ceux qui, comme nous, ont toujours pensé que la politique de décolonisation était un crime contre ceux-là mêmes que l'on prétendait émanciper et que c'était bâtir sur du sable que de s'entêter dans l'illusion d'une coopération fructueuse avec un pays à qui seule la présence française avait apporté l'ordre et la prospérité.* »

Cette condamnation, associée au refus de la politique de coopération entre l'Algérie et la France, est confirmée par un nouvel éditorial, « Quand 'le vent de l'histoire' souffle en Barbarie » – l'emploi de ce terme précolonial est volontaire –, paru le 1^{er} juillet 1965 :

« Ce malheureux pays que cent trente ans d'efforts français avaient tiré de l'anarchie et de la misère est revenu au point où l'avaient trouvé les soldats de Bourmont : une multitude d'hommes, de femmes et d'enfants désœuvrés, crevant de faim, sans ressort, résignés à leur malheur et tenus sous le joug de quelques milliers de prétoriens bien armés, bien nourris, décidés à défendre leurs privilèges. (...) Ce régime est celui qu'elle connut pendant des siècles, au temps de la domination turque. Trois ans d'indépendance auront suffi pour faire ce saut dans le passé. Jamais les apôtres de la décolonisation, de la démocratie et du progrès universel n'auront reçu plus prompt et plus cinglant démenti. »

On comprend ici que cette déploration factice de la misère algérienne vise tant à discréditer la décolonisation – mais aussi les idéaux de démocratie et de progrès –, qu'à déployer une conception cyclique et fataliste de l'histoire, en valorisant au passage les prétendus bienfaits issus de la conquête française.

Quelques mois plus tôt, dans son article « Le père Oraison et l'Algérie » (11 mars 1965), Georges Gaudy (1895-1987) avait d'ailleurs écrit au sujet de l'Algérie : « C'est une création artificielle, française. »

On retrouve, à la même période, dans *Défense de l'Occident*, des préoccupations similaires, notamment dans l'article de Philippe Meynier, « Néo-colonialisme et sécession » (janvier 1965) qui stipule, au mépris des faits historiques :

« La France a possédé un vaste empire colonial de type classique composé de territoires à développement varié, mais dont la plupart étaient pour ainsi dire vierges lorsqu'elle y a pénétré, occupés par des populations clairsemées et faméliques, parfois encore peu éloignées de l'âge de pierre. »

Mais là ne réside pas l'essentiel. En effet, Maurice Bardèche, dans son article « Aider l'Afrique » (novembre-décembre 1965), se livre à un exercice d'équilibriste, en affirmant, d'abord, que « la tradition nationaliste est étrangère au colonialisme » – phénomène qui serait une « hypocrisie démocratique » et dont la gauche serait responsable –, avant d'asséner :

« Il n'en faut pas moins regarder l'abandon précipité du domaine colonial français comme un acte de haute trahison. Quoi qu'on pense du principe de la

décolonisation, l'abandon de territoires immenses couverts par le pavillon national ne pouvait être réalisé sans une décision solennelle du peuple français autorisant le Gouvernement à ce retrait du pavillon. »

La stigmatisation de l'immigration

Dans ce même numéro de *Défense de l'Occident* (novembre-décembre 1965), Pierre Rimet publie ses « Réflexions sur la décolonisation » qui, après avoir dénoncé les accords de coopération entre Alger et Paris, s'engage dans le dénigrement des immigrés algériens qui occupent une place à part dans les discours xénophobes :

« L'Algérien qui vient en France, non seulement dans le but d'échapper à la misère noire qui sévit actuellement dans son pays, mais aussi dans le but de travailler le moins possible et de se faire entretenir par la sécurité sociale, en simulant la maladie, pense qu'il s'agit là d'une forme d'occupation tout à fait normale, car il a le sentiment qu'à Evian, la France a capitulé devant l'Algérie, et doit payer la note. »

Par conséquent, l'auteur préconise un « dégagement » intégral, c'est-à-dire une rupture totale des relations entre les deux pays, qui se traduirait notamment par le rapatriement des Français établis en Algérie et l'expulsion des Algériens installés en France :

« La plupart de ces travailleurs s'adaptent mal à la vie occidentale et sont responsables d'une bonne partie de vols, des attaques à main armée, viols, etc., ce qui démontre suffisamment qu'ils ne sont pas faits pour vivre en Europe. Par ailleurs, ils ne constituent pas une main-d'œuvre qualifiée, mais sont seulement aptes à tenir le rôle de manœuvre ; de ce fait, leurs salaires sont peu élevés. »

On remarque que Pierre Rimet n'est pas à une contradiction près puisqu'il accuse, dans le même texte, les travailleurs algériens de profiter de la sécurité sociale tout en se faisant exploiter... Mais la recherche de la cohérence apparaît tout à fait secondaire dans cette optique qui mêle rejet de l'immigration et disqualification de l'État-providence.

En effet, par-delà leur argumentation paradoxale, les nationalistes se rejoignent dans leur refus de la « France algérienne ». L'expression est par exemple employée dans *Occident-Université* (15 février 1965) qui plaide « Pour une politique de l'ethnie française » :

« Mais est-il nécessaire de rappeler que la France est une Nation ethniquement européenne et que les hommes qui ont voulu maintenir l'Algérie française ne veulent pas d'une France algérienne ? Est-

ce donc pour contrecarrer l'influence politique des « pieds-noirs » que le gaullisme importe des travailleurs algériens ? »

Le rejet des immigrés algériens, relégués par la presse française au rang de fauteurs de troubles dès l'entre-deux-guerres, et placés, aux yeux des nationalistes français, dans une rivalité avec les pieds-noirs, se retrouve dans *Europe-Action*. La revue reproduit, en février 1965, la photographie d'une inscription murale réalisée à Grenoble – « HALTE !!! A L'INVASION ALGERIENNE » – avant de publier une brève :

« Quarante-deux mille rapatriés sont établis à Toulon et dans sa proche banlieue. La proximité des élections municipales agite sérieusement les divers partis politiques en place, chacun tentant de s'adjoindre l'appui des pieds-noirs qui sont désormais un septième du corps électoral. (...) Une solide opposition aurait donc sa chance, elle pourrait exploiter cette situation et les incidents nés d'une forte colonie algérienne installée dans les faubourgs de la ville. »

L'instrumentalisation des faits divers sert donc à stigmatiser les travailleurs algériens, scellant le lien entre immigration et insécurité, ainsi que l'illustre Pierre Chaumeil (1928-2012) qui, dans *Aspects de la France*, joue sur la peur de voir « Les fellaghas chez nous » (28 janvier 1965) :

« Il ne se passe point de jour sans incidents, souvent graves, provoqués par des Algériens en métropole ; car, en marge des trois ou quatre cent mille nord-africains qui vivent paisiblement et honnêtement de leur travail, plusieurs centaines de milliers d'autres sont sans occupations définies, sinon sans domiciles fixes. »

La dénonciation du « racisme anti-blanc »

Dans *Europe-Action*, Dominique Venner est certainement celui qui va le plus loin dans l'exploitation éhontée des paniques morales, ainsi que l'atteste son article « Par-delà une élection » (décembre 1965) qui emploie une rhétorique volontairement catastrophiste rendant l'immigration algérienne responsable des viols des femmes françaises et du chômage des travailleurs français :

« Chaque nuit, à Paris, une femme ou une jeune fille française, est violée par des Noirs ou des Nord-Africains. Ces derniers représentent moins de 2 % de la population vivant en France, mais commettent 39 % des meurtres. Le V^e plan estime que dans 5 ans 610 000 Français seront sans travail, mais dans le même temps, il prévoit l'immigration de 325 000 « travailleurs » colorés. »

L'idéologue nationaliste ajoute même, comme pour obscurcir davantage encore ce tableau :

« La chasse aux Blancs est ouverte. Mais le danger n'est pas seulement à Pékin, Alger ou Zanzibar. Le danger est ici même, à Paris, à New-York, à Munich. »

Ce faisant, Dominique Venner se place sur le même terrain que ses rivaux d'*Occident-Université*. En effet, cette publication opposait, en janvier 1965, « le combat de la Nation Française pour son droit à l'existence » à « la société cosmopolite moderne », à l'occasion d'un article intitulé « Une émeute civile : Le 24 janvier 1960, cinq ans après ».

Dans son article « Être soi-même » paru dans *Europe-Action* (décembre 1965), Dominique Venner affirme que le « Régime », tel qu'il le dénonce, serait « le principal allié des masses afro-asiatiques dans la guerre raciale que celles-ci ont engagée contre nous. » Il s'agit là d'une nouvelle déclinaison du thème « En Afrique c'est la chasse aux blancs », choisi pour le dossier d'*Europe-Action* de janvier 1965.

Le choc provoqué par une décolonisation toujours en cours, qui bouleverse les représentations associées à l'hégémonie européenne en Afrique ou en Asie, inspire à Jean Mabire (1927-2006) ces considérations géopolitiques dans son article intitulé « De l'Algérie algérienne à l'Europe européenne » paru dans *Défense de l'Occident* (août-septembre 1965) :

« Depuis vingt ans, Russes et Américains ont travaillé de concert à chasser les Européens de toutes leurs positions mondiales, de la Malaisie au Congo et de l'Inde à l'Algérie. Mais ils ont finalement travaillé contre eux-mêmes et ils sont en train de se faire coiffer au poteau par les Chinois. Devant le prodigieux réveil des peuples exotiques et la naissance du racisme anti-blanc, il faudra bien que se reforme un jour l'unité du monde civilisé, de l'Alaska à la Sibérie. »

La dénonciation du prétendu « racisme anti-blanc », tout comme la référence au « monde civilisé », constitue une réaction à l'onde de choc du congrès des peuples afro-asiatiques, tenu dix ans plus tôt à Bandoeng, à l'indépendance algérienne, mais aussi aux développements en cours en Rhodésie qui proclame sa souveraineté. Ces événements inspirent à Claude Chavin son article « La guerre des 'décolonisateurs' » dans *Aspects de la France* (25 novembre 1965) :

« Tout devient légitime pour cette nouvelle « conscience universelle », essentiellement afro-asiatique que, par masochisme, trop de petits blancs – c'est le cas de le dire – font leur, dans les capitales de l'Occident, comme à New York. »

Cependant, cette plainte dirigée contre la « conscience universelle » ou le « sens de l'histoire » – expressions employées avec mépris et pla-

cées entre des guillemets – est associée au déni du racisme colonial voire à l'inversion accusatoire. C'est, par exemple, ce que l'on trouve sous la plume de Jean Brune (1912-1973) dans sa série d'articles consacrés à la recension du livre *Albert Camus par lui-même* (Paris, Le Seuil, 1963) de Morvan Lebesque (1911-1970).

Ainsi, dans *Aspects de la France* (2 et 9 septembre 1965), le condisciple de Camus nie l'existence du racisme, en particulier au lycée d'Alger – tout comme le mépris de classe dont aurait été victime l'écrivain dans sa jeunesse –, pour mieux accuser le quotidien anticolonialiste *Alger Républicain* :

« Il est l'un des grands responsables de la tuerie algérienne. Jour après jour, pendant de longues années il a distillé la haine raciale et paradoxalement le fanatisme religieux. »

Le procédé est réutilisé par le même auteur dans son article « La tragédie algérienne du FLN à l'OAS » paru dans *Écrits de Paris* (octobre 1965) où le Parti du peuple algérien de Messali Hadj, pourtant d'essence antifasciste, est amalgamé aux partis fasciste et nazi.

Conclusion

Nous aurions pu poursuivre l'énumération des falsifications historiques et des associations d'idées meurtrières dont pullule la presse nationaliste de l'époque. Mais une telle entreprise devrait aussi se confronter aux sources émanant des courants politiques représentés au Parlement ou à la presse à grand tirage qui pouvait, elle aussi, véhiculer – du moins partiellement –, une vision du monde similaire à celle des groupes les plus extrémistes.

L'originalité des héritiers du combat perdu pour l'« Algérie française » réside précisément dans le caractère obsessionnel, central de la question algérienne, ainsi que dans la réactivation du ressentiment qui peut aussi prendre la forme d'une nostalgie impériale, de la « grandeur perdue », à travers la recension élogieuse d'ouvrages faisant l'apologie de l'OAS, pratiquant le déni de la violence dans la commémoration de l'œuvre coloniale et le dénigrement systématique de tout ce qui proviendrait de l'Algérie décolonisée.

Soixante ans plus tard, la rhétorique réactionnaire semble avoir gagné du terrain en sortant du ghetto relatif dans laquelle elle était reléguée. Cela peut s'expliquer, puisque les idées ne planent pas dans les airs, par au moins trois raisons : 1) la constance de ces entrepreneurs de haine qui, pour certains, sont toujours en activité ; 2) la porosité idéologique entre droite extrême et droite « républicaine », notamment grâce aux transfuges ; 3) la perte d'influence de la gauche révolutionnaire, héritière du combat anticolonialiste.

À ces trois causes, limitées aux dynamiques strictement politiques, peuvent s'en ajouter d'autres : 4) la perte d'influence de la France dans le monde, malgré la construction européenne ; 5) le changement de visage de la population française, grâce à l'apport de l'immigration, en particulier algérienne ; 6) les effets de la restructuration capitaliste, de la globalisation néolibérale et de la désindustrialisation.

Cela étant, il ne suffit pas de déplorer les maux dont nous souffrons et les offenses que nous subissons quotidiennement. Il s'agit plutôt de tenir bon sur des principes et de rester fidèles à des valeurs, en proposant un autre rapport au monde que celui défendu par les partisans de la haine, du faux, du laid et de la peur.

Je demeure persuadé qu'une rencontre comme celle d'aujourd'hui fait partie de la solution plutôt que du problème ; tout comme la mobilisation de la jeunesse au Maroc, au Kenya, à Madagascar, en Indonésie, au Népal, aux Philippines...

Merci de votre attention.

Nedjib SIDI MOUSSA



CENTENAIRE 1925-2025

(...) le syndicalisme révolutionnaire veut un mouvement syndical rassemblant tous les ouvriers, en tant qu'ouvriers, et non les seuls ouvriers révolutionnaires. Il ne veut pas isoler ceux-ci de leurs camarades de travail. Il veut qu'ils soient le levain dans la pâte. Il compte sur eux dans les périodes difficiles pour parler quand les autres se taisent ; pour agir quand l'action est périlleuse ; et surtout, lorsque la révolution devient possible, pour qu'elle ne soit pas escamotée et ne se retourne pas contre les travailleurs. Quelle place laisse-t-il aux partis dits révolutionnaires ? Avouez que le syndicalisme révolutionnaire n'a guère de raisons, après expérience, de modifier son point de vue. Il n'avait pas eu de chance avec les partis socialistes d'avant 1906 et d'après. Il a fait l'expérience du parti communiste de 1920 à 1924. Il a fait et il continue à faire celle des partis staliniens de 1924 à maintenant. Le syndicat, par le fait même qu'il ne groupe que des ouvriers, devrait exprimer mieux qu'aucun mouvement, la pensée, la volonté, les espérances de la classe ouvrière. Il devrait. Le fait-il ? Évidemment non, dans le moment présent. Mais, c'est à cela que le syndicalisme révolutionnaire veut le conduire, parce qu'il pense que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes. Il transpose l'aide-toi toi-même et Dieu t'aidera ; il dit à la classe ouvrière : Sauve-toi toi-même et l'Histoire te sauvera.

Pierre MONATTE

« Destin du syndicalisme » (1949), *La RP* n°347 (n° spécial pour les 70 ans de Pierre Monatte, janvier 1951)

6^{ème} rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Près de 200 syndicalistes mandaté-es par des organisations syndicales, des collectifs syndicaux ont participé à cette rencontre, du 13 au 16 novembre. Ils et elles venaient de Palestine, d'Ukraine, du Brésil, du Pakistan, de Côte d'Ivoire, d'Italie, d'Argentine, de Centrafrique, de l'État espagnol, du Vénézuéla, du Sénégal, de France, de Pologne, de Grande-Bretagne, de Colombie, du Portugal, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, d'Allemagne, de Suisse... Les syndicats du Soudan, du Bénin, du Togo, de la DR Congo et du Burkina Faso qui devaient participer n'ont pu le faire faute de visa¹. Cette participation de militantes et militants de divers continents est rendue possible par la mise en place d'un fonds de solidarité alimentée par les organisations européennes et nord-américaine. Ce Réseau syndical international comprend des organisations nationales interprofessionnelles, mais aussi des fédérations professionnelles, des unions interprofessionnelles géographiques, des syndicats locaux ; aussi, compte tenu des pratiques différentes selon les pays, quelques courants syndicaux ou tendances syndicales, voire des associations syndicales. La conclusion du manifeste qui fonde l'appartenance au Réseau est claire : « *un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anti-capitaliste, féministe, écologiste, autogestionnaire, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...)* ». Mais tout aussi important est le souci que ce syndicalisme internationaliste ne se limite pas à des discussions générales, mais s'ancre dans les pratiques quotidiennes ; d'où la volonté de mettre en avant le travail par secteur professionnel, celui-ci s'entendant comme partie intégrante du syndicalisme interprofessionnel.

Douze ans après la création de ce Réseau, les organisations membres tirent le constat lucide d'un développement réel, d'une utilité certaine, mais de nombreuses insuffisances pour répondre aux besoins. Elles entendent s'y atteler. Contrairement à d'autres cercles syndicaux internationaux, celles et ceux qui participent aux activités du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ne font pas « que » de l'international. Cela se ressent

¹ Ce fut aussi le cas de militants et militantes du Sénégal et du Pakistan. Le NGWF du Bangladesh a dû annuler sa participation au dernier moment.

dans la manière de traiter les problèmes : on ne part pas des institutions internationales, mais du terrain, des lieux de travail et de vie. C'est un engagement affiché depuis la création : en son sein, il y a des organisations affiliées à la Confédération syndicale internationale, d'autres à la Fédération syndicale mondiale et beaucoup qui ne sont affiliées à aucune de ces deux organisations. Chacune gère les éventuelles contradictions que cela soulève, ce qui fonde l'accord commun est le manifeste du Réseau. Actualisé à l'occasion de chaque rencontre internationale, donc tous les deux ans, il est disponible en différentes langues sur le site du Réseau (www.laboursolidarity.org) ; nous en reprenons des extraits ici.

Ces journées ont permis d'organiser des réunions par secteurs professionnels : industrie, éducation, santé et social, transports, retraité-es, centres d'appel, secteur public, culture, logistique, commerce et services. D'autres temps ont été consacrés à approfondir les discussions autour de thèmes transversaux : écologie, féminisme et droits des femmes et minorités de genre, anticolonialisme et antiracisme, migrations et droits des personnes migrantes, répression envers les mouvements sociaux. Deux débats ont été organisés en séance plénière ; le premier à propos du syndicalisme en temps de guerre, avec les camarades de Palestine et d'Ukraine ; les représentants de la Coordination des professionnels et syndicats soudanais devaient également animer cette soirée, mais aucun n'a pu obtenir de visa ; le second débat, introduit notamment par des représentants de syndicats de base italiens² et une représentant du syndicat du métro de Buenos Aires³, portait sur les réponses syndicales à la montée de l'extrême droite. Enfin, diverses motions ont été approuvées, en soutien à des luttes syndicales et populaire ou pour dénoncer des répressions. La

² La participation de nombreux « syndicats de base » italiens est un événement et s'inscrit dans le travail unitaire mené par certains d'entre eux depuis quelques temps. Étaient présents à cette rencontre du Réseau : Confederazione Unitaria di Base (CUB), Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS), Unione Sindacale Italiana (USI), Sindicato Autorganizzato Lavoratori Cobas (SIAL-COBAS), Associazione Diritti Lavoratori dei Comitati di Base (ADL COBAS), COBAS Scuola Sardegna (COBAS Sardegna), Sindicato Generale di Base (SGB) et Coordinamento del Precariato Universitario (CPU - Siena).

³ Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (www.sindicatodelsubte.com.ar), affilié à la Central de Trabajadores de la Argentina de los trabajadores (CTA-T). Au printemps dernier, l'Union syndicale Solidaires avait organisé une tournée de réunions publiques en France avec un autre camarade de ce syndicat.

coordination du Réseau demeure assurée par la Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas – Brésil – www.cspconlutas.org.br), Confederación General del Trabajo (CGT – Etat espagnol – www.cgt.es), Confederazione Unitaria di Base (CUB – Italie – www.cub.it) et l'Union syndicale Solidaires (Solidaires – France – www.solidaires.org). Déjà actives en Amérique du Sud et centrale ainsi qu'en Europe, des coordinations continentales devraient se mettre en place en Afrique et Asie. De France, l'Union syndicale Solidaires était présente avec une délégation de 25 camarades, 11 femmes et 14 hommes, membres de SUD Education, SUD-Rail, SUD Santé Sociaux, SUD Culture Solidaires, SUD Amazon, SUD PTT, UNIRS, Solidaires Informatique, SUD BPCE, venant de différentes Unions départementales : 93, 94, 21, 69, 75, 35, 44, 59, 66, 79 ...

Dans une fédération, une union départementale ou syndicat, l'essentiel demeure ce qui se fait entre deux congrès. Il en est de même sur le plan international : ce qui fera vivre le Réseau, le rendra plus utile, permettra son développement afin de peser plus fortement dans le rapport de force, c'est ce que les organisations membres feront au fil du temps. Comment intégrer l'activité internationale dans notre syndicalisme quotidien reste la question essentielle. Cette sixième rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ouvre des perspectives ... Saisissons-les !

Christian MAHIEUX

Manifeste du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Ce texte, adopté lors de la rencontre de Chianciano Terme (Italie), en novembre 2025, actualise les manifestes adoptés lors des cinq premières rencontres du Réseau de mars 2013 à Saint-Denis (France), juin 2015 à São Paulo (Brésil), janvier 2018 à Madrid (Etat espagnol), avril 2022 à Dijon (France), septembre 2023 à São Paulo (Brésil).

C'est en mars 2013 que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a été fondé. Cela fait maintenant plus de 12 ans. À travers ce Réseau, nous avons l'ambition de construire un outil syndical utile, à la fois à la défense des revendications des travailleurs et des travailleuses dans la société actuelle et à la construction du rapport de force permettant une rupture avec le système capitaliste, pour l'émancipation sociale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité, la démocratie, le respect de toutes les personnes humaines, etc. Cela suppose d'avoir la capacité de faire un bilan de ces douze années, pour être plus efficaces demain.

Le bilan est positif à bien des égards, mais comment pourrait-on le qualifier ainsi globalement alors que l'exploitation des travailleurs et des travailleuses demeure la règle sur la planète ? Alors que le capitalisme, par la recherche sans fin de profits pour une minorité, organise le pillage des matières premières dans les régions les plus pauvres du monde et crée les conditions de catastrophes écologiques sous différentes formes, qui mettent en péril l'avenir même de la terre ? Alors que les impérialismes, les états coloniaux, les régimes fascistes, militaires, autoritaires, sont présents sur tous les continents, avec ce que cela signifie en termes de génocides, de guerres, de tueries, de répressions, ... ?

Renforcer notre Réseau syndical international

Le capitalisme demeure, donc notre outil n'a pas été assez efficace ! Pour autant, il n'est pas question de nier ce qu'a



La délégation des 3 syndicats ukrainiens avec des membres de Solidaires et de CSP Conlutas

permis le Réseau. Le soutien aux luttes syndicales et populaires, la dénonciation des répressions patronales et étatiques, la solidarité internationale sont des sujets sur lesquels notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes intervient régulièrement et utilement. Le site du Réseau et les autres moyens de communication sont au service de toutes les organisations membres, et même au-delà. Nous continuerons à diffuser ce type d'informations, en essayant de le faire plus souvent dans les 5 langues du site, voire en élargissant le nombre de langues.

Le travail par secteur professionnel est une des bases du syndicalisme, y compris sur le plan international. Une de nos priorités doit être de consolider ce qui existe déjà, de relancer ce qui doit l'être. Des collectifs d'animation, ouverts à toutes les organisations membres du Réseau, sont nécessaires pour mettre cela en œuvre. Par ailleurs, il y a, là aussi, des liens à faire avec des coordinations sectorielles dans lesquelles des organisations membres du Réseau sont impliquées ; à l'exemple de ce qui existe pour Amazon, pour les centres d'appel, pour le Métro, etc. Notre Réseau doit montrer son utilité ! Il nous faut mieux prendre en charge l'activité syndicale internationale au sein des multinationales.

Les réunions continentales du Réseau, sont un bon moyen de prolonger le travail entre deux rencontres internationales. Nous décidons de les systématiser. Le Réseau doit aussi proposer des réunions à thème : en soutien à des luttes syndicales et populaires ou pour débattre de sujets particuliers. Les premières peuvent être publiques, c'est-à-dire ouvertes à des organisations non-membres du Réseau.

La newsletter du Réseau doit devenir le moyen d'information privilégié :

- En interne, chaque organisation membre peut y inscrire ses propres structures professionnelles et locales, ses collectifs militants, ses responsables, etc., qui recevront ainsi directement les informations du Réseau et seront plus enclins à l'utiliser.
- En externe, c'est un moyen de faire connaître le Réseau à un maximum de collectifs syndicaux dans le monde.

Nous mettons, ensemble, les moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc. Les organisations membres du Réseau feront connaître celui-ci via leur propres outils (liens sur les sites, articles dans les journaux, logos sur les tracts, diffusion des textes communs dans chaque organisation, etc.).

Depuis ce réseau, nous souhaitons rendre hommage aux organisations et mouvements qui restent non autorisés. Nous voulons proclamer et honorer leur lutte contre toute forme d'oppression allant à

l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, défendant ainsi les droits fondamentaux et inaliénables que sont la liberté de la presse, de réunion, de manifestation, de pensée, de participation directe ou d'association.

Avec l'objectif d'accroître la solidarité internationale, notre Réseau doit renforcer les liens avec d'autres collectifs militants qui agissent sur les mêmes sujets. Certains sont membres du Réseau à l'exemple de LabourNet, mais il existe aussi LabourStart, Global Labour Institute... La liste n'est pas limitative : en plus d'initiatives de ce type centrées sur un pays ou des régions du monde (avec lesquelles nous devons aussi développer les liens), le Réseau propose un travail commun aux différents collectifs, sites, collectifs, organisations, qui informent et agissent sur ce terrain de la solidarité internationale des travailleurs, des travailleuses, des peuples.

Des engagements communs

Nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien :

- Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, des noires, des personnes racisées, des LGTBQI+, migration, logement, écologie, santé et travail, autogestion et contrôle ouvrier, etc.)
- Nous agissons, dans la durée, pour la solidarité internationale, et notamment contre toute répression antisyndicale.
- Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noires racisées (victimes de racisme), les migrant.es et les LGTBQI+ (Lesbiennes, Gays, Transsexuel.les, Bisexuel.les, Trans, Queers, Intersexes).
- Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes et des campagnes internationales, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.
- Nous poursuivons le travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives à celui-ci.

Le monde tel qu'il est, le monde que nous voulons

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. La crise globale propre au capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite par l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, la déréglementation financière, le libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions capitalistes mondiales

(Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleuses et des travailleurs.

La situation subie par les travailleuses et les travailleurs est caractérisée par une attaque ininterrompue de leur niveau de vie, pour garantir les profits des banquiers et des grandes entreprises. L'impérialisme et les bourgeoisies mènent une guerre sociale, réduisant les salaires, les pensions, les droits, augmentant la pauvreté et les inégalités et cherchant à diviser les populations.

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré·es.

Destruction des services publics, remise en cause des droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour exploiter davantage les populations... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à ces fins, tous les moyens sont utilisés : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression et l'usage de la violence font partie des mesures utilisées contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.

Les attaques contre les législations sociales, les retraites, les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié·es et classes populaires d'autre part. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail. L'ubérisation et la désarticulation par voie numérique de l'économie provoquent une précarisation croissante du monde du travail.

Une élite de milliardaires de la Big Tech a décidé de lancer l'attaque finale contre la classe ouvrière en s'alliant à l'extrême droite religieuse représentée par le mouvement MAGA de Trump. L'automatisation par le biais de l'« intelligence artificielle » amène une accélération des attaques. L'objectif est d'imposer par tous les moyens l'adoption à grande échelle de technologies visant à détruire les emplois stables et bien rémunérés du nord du monde pour les remplacer par

des emplois précaires et des salaires de misère dans le sud global. Les coûts humains et environnementaux énormes de l'IA sont financés par des contrats militaires, comme on l'a vu à Gaza avec les projets Gospel et Lavender ou avec la démultiplication des robots tueurs. Des réponses existent : désertir, saboter, résister à cette tentative en abandonnant les médias que Big Tech prétend nous imposer, pour adopter les médias autogérés que certain·es d'entre nous ont déjà construits.

La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié·es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive. C'est pourquoi le Réseau syndical international de solidarité et de luttes lancera des débats, des campagnes, un travail d'enquête auprès des travailleurs et travailleuses, en exigeant la fin de la violence patronale au travail (morts au travail, accidents, stress, maladies professionnelles) et environnementale.

Dans les pays maintenus en situation de pauvreté extrême généralisée, notamment à travers le colonialisme et l'impérialisme toujours très vivaces, ces situations condamnent en masse des Humains à mourir de faim ; ou à être vendu·es comme esclaves ; ou encore à immigrer, souvent au péril de leur vie, dans des pays où ils/elles sont ensuite victimes de fortes et multiples discriminations. Le colonialisme et l'impérialisme oppriment encore de nombreuses populations dans le monde ; le syndicalisme se doit de combattre ces modes de domination.

La question du droit à la terre et à l'eau est particulièrement importante dans de nombreux pays, notamment ceux agressés directement par le colonialisme et l'impérialisme ; nous devons agir sur ce sujet, lutter pour de véritables réformes agraires, en lien avec les mouvements sociaux qui agissent déjà pour ces droits. Plus largement, l'urgence climatique nous impose de prendre en compte cet aspect dans notre activité syndicale. Les territoires autochtones continuent d'être détruits par le capitalisme. Nous saluons et soutenons les luttes des peuples autochtones pour l'environnement durable, l'accès à une eau non polluée et pour la dignité humaine.

Les blocs militaires renforcent les menaces de guerre impérialiste partout dans le monde. Il faut les dissoudre (NATO, CSTO, etc.). Ce sont des instruments des impérialismes et nous combattons tous les impérialismes – américain, russe, chinois, mais aussi français par exemple. La classe ouvrière n'a pas à choisir entre les impérialismes et se doit de soutenir tous les peuples agressés. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à l'unification de l'opposition des travailleurs et travailleuses

à toute intervention impérialiste et au renforcement des mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre.

Le génocide perpétré par l'État israélien envers les Palestiniens et les Palestiniennes, avec le soutien actif des États-Unis d'Amérique et des régimes qui sont leurs alliés, est la suite de la politique raciste, colonialiste, assassine, de répression féroce et à grande échelle, menée depuis des années. Notre Réseau, à travers les organisations membres, a été présent dans nombre de mobilisations en ce sens (manifestations populaires, campagne de boycott-désinvestissement-sanctions, flottilles de la liberté, délégations sur place, syndicalistes venu-es de Palestine pour témoigner, soutien financier, etc.). Nous continuerons à répondre du mieux possible aux sollicitations des syndicats palestiniens, dont certains sont membres de notre Réseau.

Depuis plus de trois ans, le peuple ukrainien fait face à la guerre déclenchée par le gouvernement russe. Syndicalistes, internationalistes, nous apportons notre soutien à celles et ceux qui résistent en Ukraine, mais aussi au Belarus et en Russie, en tentant de répondre aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes de cette région du monde. Les convois syndicaux organisés depuis celui du 1^{er} mai 2022 marquent cette solidarité concrète. Mais cela va au-delà : des syndicats ukrainiens, qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation du territoire et agissent contre le « libéralisme économique » en vigueur dans leur pays, sont membres de notre Réseau et nous les soutenons !

Au Soudan, le coup d'État d'octobre 2022 a mis un terme au processus entamé par la révolution de décembre 2018 et a débouché sur la guerre aux conséquences effroyables. C'est une guerre entre deux ensembles d'opresseurs contre les opprimé·e·s, un affrontement entre deux forces contre-révolutionnaires et les aspirations révolutionnaires du peuple soudanais. Les racines de cette guerre se trouvent dans la contradiction croissante entre la révolution de 2018, qui visait à renverser des décennies de dictature, et les forces contre-révolutionnaires qui ont détourné l'appareil d'État, soutenues par des puissances extérieures pour écraser cette même révolution. Dans cette situation, les syndicats indépendants poursuivent un travail important, tant de prise en charge de la population locale – dans des conditions extrêmement difficiles – que d'information vers le monde extérieur sur cette guerre.

Palestine, Ukraine, Soudan, bien d'autres régions du monde pourraient être citées. Il ne s'agit pas ici de dresser une hiérarchie des horreurs du capitalisme, des guerres, des impérialismes... Notre syndicalisme, ancré dans les réalités de terrain, s'oppose à tous ces méfaits. Le Réseau syndical international de

solidarité et de luttes appelle à unifier l'opposition des travailleuses et travailleurs à toute intervention impérialiste, à renforcer les mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre. Là encore, le syndicalisme ne doit occulter aucun sujet : quels moyens de défense collective et démocratique ? Comment contrôler la fabrication d'armements ? Comment organiser la reconversion de certains secteurs ? Tout cela concerne les travailleurs et les travailleuses, donc le syndicalisme.

Le mécanisme de la dette, interne et externe, nous appauvrit : leur dette n'est pas la nôtre ; nous n'avons pas à la payer ! Les politiques économiques et financières présentées comme incitant à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée.

La multiplication des accords de « libre-échange » amène à une radicalisation des luttes sociales et écologiques, et de la lutte entre salariat et systèmes de domination.

Nous maintenons notre engagement de construire et fortifier l'unité internationale des travailleuses et travailleurs, pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre les plans de réajustement, les réformes et privatisations, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes, la nécessaire transformation sociale anticapitaliste. Nous voulons construire un système, d'où soit bannie l'exploitation, fondé sur les biens communs, sur une redistribution égalitaire des richesses entre toutes celles et tous ceux qui la créent (c'est-à-dire les travailleuses et les travailleurs), sur les droits de ces dernier·es et sur un développement écologiquement soutenable.

Nous affirmons notre opposition au syndicalisme d'État et notre volonté de pluralisme et de démocratie syndicale. Ceci n'est nullement contradictoire avec la recherche de l'unité d'action syndicale, de l'unité ouvrière, de l'unité de toutes celles et tous ceux qui sont exploités et/ou opprimés. En revanche, nous n'avons rien à faire avec celles et ceux qui se prétendent syndicalistes, alors qu'elles et ils cogèrent des fonds de pension et sont corrompus par la classe dirigeante... Classe dirigeante qui, par ailleurs, a fait de la corruption le mode de fonctionnement habituel de toute une partie des responsables politiques.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs, et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, la lutte contre l'homophobie et la xénophobie, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleuses et travailleurs en activité formelle ou informelle, en retraite, chômeuses et chômeurs, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.

Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales, sont différentes. Mais, nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminés à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, sur le plan international.

Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de toutes et tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits, et construire une société différente.

La construction et la consolidation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont très importantes, dans un monde dans lequel l'économie est de plus en plus globalisée. Nous devons affronter ensemble les entreprises et une bourgeoisie qui, elles, internationalisent leurs affaires. Ceci exige le développement d'actions de solidarité active, d'actions et campagnes coordonnées au niveau mondial, que ce soit par catégories, secteurs, pays, ou continents. Il nous incombe d'impulser, à travers chacune de ces luttes, une orientation anticapitaliste.

Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, autogestionnaire, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...). ◇◇◇

LA RP ET VOUS

NOUVEAUX ABONNEMENTS

Les nouveaux et nouvelles abonné·e·s reçoivent leur premier numéro au routage suivant la réception de leur chèque. Le coût des envois timbrés et l'absence de stock (pour éviter surcoût et difficulté de dépôts) nous y contraignent, permettant aussi de simplifier les tâches de nos militant·e·s bénévoles et de planifier nos dépenses. La revue n'a pas augmenté son tarif depuis plus de vingt ans.

ENCAISSEMENT DES CHÈQUES

Nous faisons attention à éviter de déposer les chèques en fin de mois pour éviter de mettre quiconque dans l'embarras. Les éventuels délais artificiels de mouvements bancaires ne sont pas de notre fait.

ENVOIS GRATUITS

Les orgas syndicales peuvent recevoir gratuitement un exemplaire du prochain numéro sur demande.

ENVOIS EN NOMBRE

Les abonné·e·s qui souhaitent organiser une table de presse à l'occasion d'un événement (fête du livre, congrès syndical, etc.) peuvent nous demander un envoi en nombre. L'envoi est fait gratuitement et la table de presse peut être à prix libre. Les abonné·e·s nous renvoient ensuite la recette. La seule contrainte, c'est de nous prévenir avant l'impression. Par exemple, pour une table de presse en octobre, il faut nous prévenir avant la mi-août.

Dépôts

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue ou les abonné·e·s souhaitant proposer et suivre un dépôt en librairie dans leur ville nous le font savoir.

Souscription PERMANENTE

C'est grâce à vous toutes et tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

La Révolution prolétarienne, les syndicalistes et les grèves dans l'entre-deux-guerres

Texte d'une intervention lors d'une journée d'étude sur le réseau syndical américain « Labor Notes », en mars 2025 à Paris :

La Révolution prolétarienne est une revue créée par le syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte en janvier 1925, dont l'orientation prône l'auto-organisation des travailleuses et des travailleurs, et l'internationalisme ouvrier. La revue défend les principes de la Charte d'Amiens adoptée par la CGT en 1906 (autonomie syndicale, autrement dit indépendance vis-à-vis des partis, du patronat et de l'État). Attachée à la liberté pour la classe travailleuse du monde entier, la revue est aussi clairement antistalinienne et anticolonialiste.

La RP est dirigée par un « noyau », qui est de fait un comité de rédaction, et reçoit l'aide d'abonnés-sympathisants qui sont en quelque sorte des correspondants, écrivant à l'occasion des articles, ou des lettres qui sont publiées dans la revue. On trouve parmi les rédacteurs de *La RP* des militants des deux principales confédérations syndicales de l'époque, CGT et CGT-Unitaire (CGTU, scission de la CGT datant de 1922), et aussi des militants qui ont la double appartenance (qui adhèrent aux deux, CGT et CGTU), ainsi que des syndicalistes d'autres pays, ou encore des auteurs qui ne sont pas syndiqués.

Dès le premier numéro, la revue publie un article sur la récente grève victorieuse des sardinières de Douarnenez, par l'instituteur syndicaliste Emmanuel Allot. Il écrit que « *cette grève n'a qu'une seule et unique cause : les salaires dérisoires ; et qu'un but : l'augmentation de ces salaires* ». Trois mois après ce premier article écrit « à chaud », la revue publie deux textes plus courts, qui ne décrivent pas les événements mais qui tentent de les analyser – et en particulier de déterminer à quelle période de l'année il vaut mieux faire grève dans le secteur de la pêche, question technique et spécialisée, mais concrète. On le voit avec cet exemple, il s'agit donc d'emblée pour *La RP* d'aborder les différents aspects d'un mouvement gréviste : ses causes, son déroulement, son issue, et les éventuelles leçons à en tirer. Tout cela est souvent fait dans le même article, mais il arrive que les mouvements importants soient parfois traités dans plusieurs numéros successifs.

La revue publie également des critiques de

l'orientation de certains syndicats : par exemple en novembre 1925 dans l'article « Salaires de femmes », l'institutrice syndicaliste Marthe Bigot s'oppose à la Fédération postale qui refuse de revendiquer l'égalité des salaires pour les femmes. Marthe Bigot demande donc que soit adoptée « *cette revendication si éminemment prolétarienne : à travail égal, salaire égal* ».

Paraissent aussi dans la revue des récits de mouvements de grève qui ont été des échecs, écrits par des grévistes qui y ont participé : par exemple A. Mahouy, ouvrier métallurgiste à l'usine Citroën de Saint-Ouen, relate dans *La Révolution prolétarienne* du 15 mai 1927 la récente grève ratée chez Citroën. Il tire dans son article les leçons de la défaite et propose des façons de mieux faire la prochaine fois – en particulier en mettant au point par des discussions à la base « *un programme de revendications traduisant fidèlement les desiderata des ouvriers* ».

Régulièrement, des correspondants internationaux rendent compte dans la revue de grèves s'étant déroulées dans différents pays, par exemple dans le numéro du 15 juillet 1928 « La grève des ouvriers des Tabacs » en Grèce : mouvement puissant, mais violemment réprimé, et qui échoue, l'auteur de l'article (Atkinéos) pointant le rôle néfaste de la division syndicale.

Comme on le voit, dans certains cas la revue relaie et fait connaître les actions syndicales, les revendications, les grèves victorieuses. Mais dans d'autres cas, il s'agit pour *La RP* de critiquer certaines prises de position de syndicats, en particulier pour les inciter à aller plus loin, dans un sens plus égalitaire, ou bien pour s'opposer au manque de démocratie interne. Citons par exemple dans le numéro de février 1926 l'article anonyme d'un délégué au congrès de la CGTU de région parisienne, qui critique la dépendance de cette organisation vis-à-vis du Parti communiste et « *le centralisme outrancier* ».

À partir de 1930, *La Révolution prolétarienne* fait très activement campagne pour l'unification syndicale, en expliquant que « *l'état de dispersion et d'émiettement des organisations de la classe ouvrière permet au capitalisme, au militarisme et au fascisme toutes les audaces, tous les coups d'État, toutes les atteintes à la vie du prolétariat* ». Il faut donc selon ces militants réunifier le syndicalisme « *sur les bases*

de la charte d'Amiens [...] dans la pratique de la lutte de classes et dans l'indépendance du mouvement syndical ». Le texte est notamment signé par Pierre Monatte, Lucie Colliard et Maurice Chambelland, et donne lieu à la constitution d'un comité qui a des adhérents dans les différents syndicats. Cette initiative, quoique d'ampleur importante, aboutit néanmoins à un échec.

D'autre part, la revue ne s'interdit pas de parler des sujets directement politiques ; au contraire, elle intervient pour tout ce qui lui paraît être la défense de l'intérêt des travailleuses et des travailleurs au sens large du terme. Dans une perspective internationaliste, *La RP* appelle à utiliser l'outil syndical qu'est le boycott : dès 1933, la revue appelle ainsi au boycott des « produits hitlériens », et relaie des initiatives syndicalistes venues de différents pays pour le boycott économique de l'Allemagne nazie.

Après la journée de grève et de manifestations antifascistes du 12 février 1934, la revue salue « la grève générale ressuscitée », et une « belle journée syndicaliste » qui « a sonné le réveil du mouvement ouvrier ». Dans le numéro du 25 février 1934, *La RP* publie non seulement cet article d'analyse d'ensemble de la journée de mobilisation du 12 février, mais aussi des articles sur des secteurs précis : l'un sur « Les postiers parisiens dans la grève générale », écrit par un postier militant de la CGT, et un autre sur la participation des fonctionnaires et en particulier des instituteurs à cette journée de grève. Il s'agit à chaque fois dans ces articles d'analyser de façon précise comment la mobilisation se construit concrètement à la base.

Par exemple, l'article sur les postiers montre comment se déroulent les 4 jours entre la décision du mot d'ordre de grève et la journée du 12 février, que l'auteur de l'article décrit comme « quatre jours d'activité fébrile », où il faut « convaincre les hésitants », distribuer les tracts, enchaîner les réunions, prévoir les piquets de grève, mais aussi « rétablir la confiance » quand « des bruits pessimistes circulent ». Le jour même de la grève, des militants à vélo font la liaison entre les différents lieux de travail. Le bilan est de 210 postiers arrêtés, mais comme l'écrit ce militant : « qu'importe », puisqu'il y a 90 % de grévistes.

Le grand mouvement gréviste de mai-juin 1936 est analysé dans un célèbre article de *La RP* par Simone Weil, ex-syndicaliste enseignante et ex-ouvrière, texte qui est souvent cité à propos du Front populaire. Elle écrit notamment que « cette grève est en elle-même une joie [...]. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires ». Pierre Monatte et d'autres

analysent aussi le mouvement dans *La RP* : selon Monatte, « la classe ouvrière reprend confiance en elle ». En juillet 1936, il pointe néanmoins des faiblesses, par exemple « la multiplicité des catégories de salaires » dans les grilles salariales obtenues par les grèves. Et il interroge : « N'y a-t-il pas là un moyen de maintenir ou de porter la division parmi les ouvriers ? »

Mais on voit avec cet exemple la limite d'une revue, mensuelle ou bimensuelle dans l'entre-deux-guerres, qui ne peut donc pas jouer un rôle au jour le jour dans le cadre d'une grève générale d'ampleur comme celle de 1936, comme aurait pu le faire un journal quotidien par exemple. La revue paraît souvent trop tard pour influencer sur le cours d'une lutte. C'est un autre rôle que jouait *La RP*, celui de l'information et de l'analyse avec un temps de distance.

Dans l'ensemble, la revue a défendu une orientation de lutte de classe fondée sur une démocratie directe dans les syndicats comme dans les mobilisations, ce qui était selon ses animateurs le moyen d'arriver au but annoncé par le nom de la revue : une révolution menée par le prolétariat lui-même.

Julien CHUZEVILLE

Journée d'études

Samedi 22 mars 2025
9 h 30 - 12 h

Le réseau syndical

LABOR NOTES

Organisation
CMH, IDHES, Imager, Ida, RT 18 (AFS)

Co-organisation
CGT Paris
GLI (Global Labor Institute)
Solidaires Paris

Une expérience militante inédite ?

Bourse du travail de Paris
salle Petite Congrès - Annexe Varlin
85 rue Charlot, 75 003 Paris

Informations
idhes.cnrs.fr/labor-notes/

Centre Maurice Halbwachs

IDHES

UPEC

Institut des Amériques

AFS

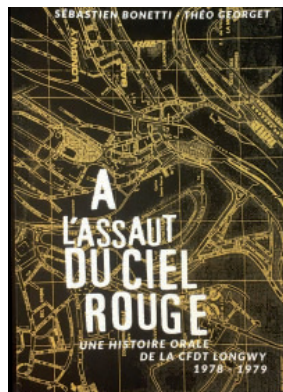
CGT

GLI

Solidaires

LA REVUE NE VIT QUE DE SES ABONNÉS

Sébastien Bonetti, Théo Georget, *À l'assaut du ciel rouge. Une histoire orale de la CFDT Longwy 1978-1979*, Éditions des presses du faubourg, Nancy, 2025



Les années ici évoquées sont celles de la destruction de la sidérurgie en Lorraine. Si le fil rouge est bien l'histoire de la CFDT locale, c'est à travers la lutte de la population du bassin de Longwy qu'elle se vit et qu'elle est racontée : « De l'occupation du crassier à l'enlèvement de Johnny Hallyday, de l'emprunt de la Coupe de France¹ à la création d'une radio libre, du

piratage de la télévision aux attaques du commissariat local » ; A travers ces épisodes et bien d'autres (le saccage de la sous-préfecture, la manifestation à Paris du 23 mars, les fusils contre les CRS, la grève des foyers SONACOTRA...) les deux auteurs resituent toute l'ambiance de ces actions, mais aussi le contexte social et humain dans lesquels elles trouvent place.

Le livre met en avant le choix délibéré du collectif qui tourne autour de la CFDT locale de ne pas se placer sur le terrain de la légalité/illégalité, mais de prendre en compte avant tout la question de la légitimité/illégitimité d'une action, dans la perspective de la construction d'un rapport de force nécessaire à la résistance collective. La question de l'unité, et des désaccords, entre CFDT et CGT est aussi évoquée, tout comme celle des partis politiques et des entraves qu'ils créent à l'action autonome des travailleurs et travailleuses, des citoyens et citoyennes.

L'expérience de l'Union interprofessionnelle de secteur (UIS) CFDT est aussi un exemple de collectif syndical indépendant, de luttes, autogestionnaire ; non sans contradictions et faiblesses. Ainsi, si des femmes participent aux actions, le féminisme n'est guère pris en compte. Malgré les antagonismes de l'époque entre la CGT et la CFDT, y compris localement même si cela n'a pas empêché de nombreuses actions communes, une chose frappe : racontées par les militants et militantes de l'époque, beaucoup de choses se ressemblent dans les deux organisations syndicales. La CGT est mieux implantée, mais très tenue par un PCF dont le souci principal est de garder

¹ Théo Georget, « Quand la CFDT-Longwy empruntait la Coupe de France de football », *Les utopiques* n°26, éditions Syllepse, été 2024.

les mairies qu'il détient ; la CFDT est plus inventive dans les formes d'action, plus ouverte, mais sa plus faible implantation dans les entreprises demeure un handicap. Dans les deux organisations, il y a une méfiance, fondée, vis-à-vis des instances nationales : la fédération CFDT signera l'accord proposée par le gouvernement et le patronat, la confédération CGT cessera de financer Radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA)², coupable d'une grande ouverture au monde !

Le livre s'appuie sur les témoignages directs de nombre d'acteurs et actrices de cette épopée : des membres de la CFDT locale, mais pas seulement ; les archives sont aussi mobilisés fort pertinemment : celles des syndicats, de la préfecture, mais surtout de militantes et militants de l'époque ; parmi celles-ci de nombreuses photos inédites.

Christian MAHIEUX



Olivier Besancenot, Michael Löwy, *Marxistes et libertaires. Affinités révolutionnaires*, Éditions Libertalia, 2025.



Ce titre de 2025 est une réédition de *Affinités révolutionnaires. Nos étoiles rouges et noires*, paru aux éditions Mille et une nuits, en 2014. Six pages actualisant une partie du propos, notamment à propos d'internationalisme, sont nouvelles, et un portrait s'ajoute aux dix de la précédente édition.

Ce livre a provoqué des débats ; tel était un des objectifs des auteurs. Mais l'ambition peut être plus vaste : confronter les points de vue et construire ensemble, au-delà des organisations actuelles. Une grande partie du livre est consacrée à des portraits de quelques « figures » du mouvement libertaire, agrémentés de retours sur des situations révolutionnaires. Relevons une erreur et un oubli, déjà présents dans l'édition de 2014, qui se retrouvent à l'identique dans celle de 2025. Je l'avais signalé dans une recension qui m'avait été suggéré en 2014 pour *L'anticapitaliste* mais qui n'avait pas été publiée. L'er-

² Michel Olmi, Marcel Trillat, « La radio, lieu du syndicalisme : Lorraine Cœur d'Acier », *Les utopiques* n°28, éditions Syllepse, printemps 2025. Il s'agit de la reprise de textes parus dans *Un morceau de chiffon rouge. Mars 1979 – Juin 1980, Lorraine Cœur d'Acier, l'aventure inédite d'une radio* (CD, DVD, textes), éditions La Vie Ouvrière, 2012.

reur est grossière : l'A.I.T. actuelle n'est absolument pas « la structure internationale des libertaires » ; elle ne rassemble que quelques sections se réclamant d'un anarchosyndicalisme particulièrement sectaire (la CGT de l'État espagnol, la SAC suédoise, ou encore la CNT-SO ou la CNT-f en France n'en sont pas ou plus membres, souvent exclues pour « réformisme » !) : les organisations communistes libertaires, par exemple se coordonnent au sein d'Anarkismo. L'oubli paraît plus fâcheux : il est longuement et positivement fait référence à Daniel Guérin, mais en omettant d'indiquer qu'il fut de 1980 à sa mort militant de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires³ (UTCL), organisation dissoute lors de la création d'Alternative Libertaire, à laquelle succéda l'Union Communiste Libertaire.

Il ne s'agit pas de disputer un quelconque droit de propriété sur Daniel Guérin ! Mais cette précision est importante car elle rappelle que ce marxisme libertaire auquel les auteurs semblent aspirer a déjà fait l'objet de recherches, de théorisations, d'expériences organisationnelles. Le courant communiste libertaire, l'UTCL puis l'AL et aujourd'hui l'UCL, s'en revendiquent. C'est sans doute là un point de désaccord avec la présentation des auteurs : il n'y a pas d'un côté les marxistes qui seraient les militant-es du NPA et/ou trotskystes, de l'autre les libertaires, en mélangeant toutes celles et tous ceux qui s'y réfèrent quels que soient leurs principes et surtout leurs pratiques... ou absences de pratique. Cette présentation rappelle celle utilisée par des anarchistes qui mettent sur un même pied tous les marxistes !

En janvier 2018, à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Marx, *Alternative libertaire* publiait un dossier « Les libertaires et Marx⁴ » : « [...] s'il y a un élément théorique commun au marxisme et à l'anarchisme, c'est bien l'analyse du capitalisme. [...] Se dire "marxien", et non "marxiste", revient à adhérer à la méthode d'analyse de Marx ». [...] « Marx a emprunté beaucoup aux écrits d'autres auteurs (Ricardo, Proudhon, Victor Considérant, Saint-Simon...). Son œuvre monumentale, *Le Capital*, condense tous ces apports, en portant l'analyse à un degré de rigueur et de clarté sans précédent. Il a dès lors été intégré au corpus théorique des divers courants du socialisme, y compris l'anarchisme. Évoquant, dans un manuscrit de 1870, " le magnifique ouvrage sur le

3 Daniel Guérin participe à la création du Mouvement Communiste Libertaire en 1969, devenue Organisation Communiste Libertaire en 1971, puis il rejoint l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste en 1973. À la recherche d'un communisme libertaire, publié en 1984, prolonge *Pour un marxisme libertaire* de 1969, déjà repris de *Jeunesse du socialisme libertaire*, édité en 1959. La dernière réédition a pour titre *Pour le communisme libertaire* (éditions Spartacus, 2003 ; aujourd'hui disponible dans la collection Cahiers Spartacus des éditions Syllepse).

4 Consultable ici : www.unioncommunistelibertaire.org/Les-libertaires-et-Marx

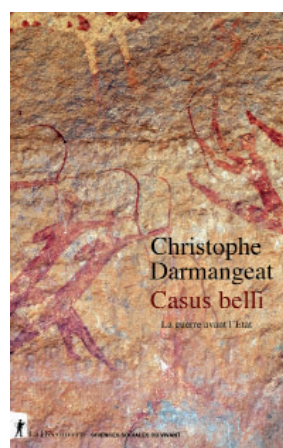
Capital " de Marx, Bakounine juge qu'il " aurait dû être traduit depuis longtemps en français, car aucun, que je sache, ne renferme une analyse aussi profonde, aussi lumineuse, aussi scientifique, aussi décisive, et, si je puis m'exprimer ainsi, aussi impitoyablement démasquante, de la formation du capital bourgeois et de l'exploitation systématique et cruelle que ce capital continue d'exercer sur le travail du prolétariat". Mais la querelle historique entre Marx et Bakounine allait conduire la majorité des anarchistes des générations suivantes à jeter le bébé avec l'eau du bain. »

Le moins qu'on puisse est que du côté de la quasi-totalité des marxistes le bébé libertaire fut lui aussi jeté avec l'eau du bain, et souvent fort violement. Il est des sujets de débat entre les cultures marxistes et libertaires. Le rapport aux séquences électorales de la démocratie bourgeoise en est un, il n'est sans doute pas si clivant ; l'enjeu est autre, dans la définition de la société autogestionnaire que nous voulons, ce qui n'est pas sans effet sur les rapports à l'État, aux institutions représentatives qui cadrent la société actuelle, sur l'autonomie des mouvements sociaux, les rôles et pratiques des militant-es révolutionnaires dans les mouvements de masse, sur la rupture avec la social-démocratie sous toutes ses formes (ce qui n'exclue pas l'unité d'action ponctuelle). Plein de sujets que ce livre n'a pas la prétention de clore, mais qu'il invite à discuter si tant est que nous en ayons la volonté... et que nous souhaitons aussi que l'histoire aille dans ce sens !

Christian MAHIEUX



Christophe Darmangeat, *Casus belli. La guerre avant l'État*, La Découverte, 2025. 384 pages.



Christophe Darmangeat, après l'avoir étudiée chez les Aborigènes d'Australie⁵, étend sa réflexion sur la guerre et ses origines. Il le fait en revisitant les données historiques et ethnographiques et en s'essayant, dans la première partie de son livre, à une classification méthodique et systématique des conflits, en s'attachant de façon privilégiée (mais non exclusive) à ceux des sociétés pré-étatiques. L'écriture est facile d'accès pour des non-spécialistes. Son tour d'horizon, avec de sympathiques pointes d'humour noir parfois, débouche peu à peu sur un tableau avec des arguments toujours serrés. En proposant sa classification, Darmangeat prend soin d'en clarifier le principe

5 *Justice et guerre en Australie aborigène*, Smolny, 2021.

même, conjugaison de limites et de nécessité : « *La valeur des catégories est toujours relative : pour un phénomène et une problématique donnés, certaines sont plus pertinentes que d'autres ; la valeur d'une classification tient en premier lieu à son aptitude à saisir les propriétés essentielles de ses objets. Chaque système de catégories doit être manipulé en gardant constamment à l'esprit les limites de sa validité. Mais, au nom de ces inévitables limites, abandonner l'idée même de toute classification, c'est se condamner par avance à errer dans le flou le plus absolu, et à ne pouvoir ni raisonner ni comprendre* ». Ce souci de rigueur se retrouve dans une phrase qui illustre bien son travail : « *Il faut se méfier des a priori qui ne peuvent jamais remplacer une scrupuleuse étude des données* ».

Les exemples et illustrations qui jalonnent le livre sont souvent formidables. Si les combats sont toujours affaires d'hommes, et si dans les motivations les plus élémentaires, on trouve évidemment la vengeance (codifiée ou pas) et le rapt de femmes, le livre expose bien d'autres cas. Parfois on a des formes de jeu-spectacle qui évoquent presque les sports collectifs ou les tournois médiévaux. On peut être stupéfié par l'évocation documentée d'une « guerre fleurie » des Aztèques évoquant le jeu du foulard, où celui qui est attrapé par les cheveux se laisse emmener pour être sacrifié, avant d'apprendre que cette version est douteuse et qu'il s'agissait plus probablement de conflits plus meurtriers. Le *cnapan* gallois, sorte d'ancêtre médiéval du football et du rugby, pouvait tourner en bagarre générale, comme des proto-hockey d'Amérindiens du grand Nord.

Christophe Darmangeat pose la même question que dans un précédent travail sur les origines de l'oppression des femmes : l'ancienneté de la guerre devrait-elle être niée ou tue pour éviter tout fatalisme sur une « nature humaine », ou les conclusions d'une démarche scientifique, fussent-elles désagréables, n'ont-elles rien d'incompatible avec un volontarisme d'avenir meilleur qui tirera profit d'une mesure du poids du passé ? La « nature » de notre espèce n'englobe-t-elle pas une incroyable capacité d'évolution ?

S.J.

**TOUT SYNDICAT DE SALARIÉ-ES
ET TOUTE UNION LOCALE
PEUT NOUS DEMANDER
UN EXEMPLAIRE GRATUIT
DU PROCHAIN NUMÉRO**

Philippe Martinez, *Mon tour de Gaule*. Place des Éditeurs, 2025. 179 pages.



L'ancien secrétaire général de la CGT a publié chez Plon en septembre dernier ses souvenirs. Un ouvrage de défense de son bilan évidemment.

L'essentiel du livre évoque les luttes et les déplacements de soutien qu'il a effectué durant ces années, ses rapports avec les ministères. À plusieurs reprises il se justifie sur ces déplacements fréquents qui lui étaient reprochés dans

le bocal de Montreuil. Il est alors plutôt convaincant.

Bien qu'il pose la question du surnombre de syndicats en France dans un sous-entendu favorable à un rapprochement avec d'autres sans les citer on reste un peu sur notre faim de ce côté de son activité.

Au détour d'une phrase son soutien à l'Ukraine contre l'agression russe, son départ du PCF lors du gouvernement PS/PC de Jospin, son opinion sur les syndicats chinois inféodés à l'État-Parti retiennent l'attention. Mais ce sont surtout les parties du livre consacrées aux questions d'immigration, de féminisme et d'écologie qui méritent d'être lues. Il est indéniable que, dans une période où il était difficile pour la CGT de ne pas avancer, Philippe Martinez a poussé la confédération dans le bon sens, non sans rencontrer des tirs de barrages violents. L'occasion pour lui de régler quelques comptes même s'il parle davantage aux initiés qu'aux syndiqués de base.

communisteslibertairescgt.org



Romain Castellesi, *Savoir commencer une grève. Résistances ouvrières à la désindustrialisation dans la France contemporaine*, Agone 2025. 336 pages.



ROMAIN CASTELLES
Savoir commencer une grève
Résistances ouvrières
à la désindustrialisation
dans la France contemporaine

21 euros
L'ÉCRIVAIN DU FAUT

Savoir commencer une grève (et la perdre...)

Le titre de l'étude historique et sociologique de Romain Castellesi pourrait égarer le lecteur. *Savoir commencer une grève* n'est ni une recette, ni une injonction. Tout au plus un avertissement à celles et ceux qui devront à leur tour lutter pour défendre leurs emplois :

ne commencez pas trop tard à vous organiser.

La première partie du livre démonte magistralement le mythe des Trente Glorieuses. L'idéologie do-

minante aurait donc réussi à faire oublier, même aux militants férus de marxisme, les logiques du cycle du capital : de l'émergence d'une activité économique jusqu'à son déclin, voire sa disparition sous les chocs combinés des innovations techniques et de la concurrence. Les délocalisations étant part décisive croissante du cycle avec l'extension de la mondialisation. D'un coup le Choc pétrolier de 73-74 perd de sa puissance explicative !

En contradiction avec le récit héroïque de la « Reconstruction » et de la valorisation de la figure prolétarienne relayée par le PCF, c'est dès la fin des années 40 que l'État se trouve en situation d'accompagner la fermeture de sites industriels et miniers. Pour aboutir sous l'égide du Commissariat au Plan à la qualification, dès 1956, de douze « zones critiques » devant bénéficier de subventions aux entreprises.

L'auteur se concentre alors sur cinq de ces bassins d'emplois : Autun, Carmaux, Romans sur Isère, Sochaux et Rouen, pour y décrire minutieusement la réalité des luttes ouvrières, leurs échecs et les conséquences désastreuses non seulement pour les ouvriers et ouvrières concernées, mais pour la vie même dans l'ensemble de la région. Si l'auteur concentre son propos en régions soulignons que ces ravages humains, sociaux et politiques se retrouvent partout à l'identique là où la désindustrialisation a frappé, y compris en banlieue parisienne proche (93) ou lointaine (Les Mureaux).

Jean-Yves LESAGE



Borrokán ! Comment gagner une grève féministe. éditions syndicalistes. 128 pages.

Devenir puissants et victorieux tout en restant radicaux et ambitieux ?



Il existe en Europe un syndicat qui gagne plus de deux grèves par semaine. Au cours de ces grèves, il maintient systématiquement les salaires des grévistes, et chaque grève fait grossir ses rangs de membres actifs. On pourrait regretter à cet instant de ne même pas avoir sur le bout des lèvres le nom de ce syndicat le plus efficace d'Europe, et dont les

victoires inquiètent les patrons. De ce syndicat qui est aussi parvenu à concilier dans la pratique un féminisme radical en termes de stratégie, d'organisation interne, et d'objectifs à plus long terme.

Tout syndicat a pour ambition de s'accroître et d'être puissant. On constate alors que le développe-

ment de cet organisme suit une loi d'airain : la loi de la dilution. En effet, au cours de ce processus, l'histoire nous enseigne que l'organisme syndical tend à perdre de vue son objectif d'émancipation, ses mots d'ordre radicaux. Qu'il a tendance à diluer ses revendications proportionnellement au nombre d'adhérent.es qu'il rassemble. Que bien souvent, une dynamique implacable l'amène à se métamorphoser en agent du capital permettant l'amélioration des conditions d'exploitation, et donc d'extraction de surtravail.

Si cette loi d'airain alimente une défiance raisonnable et empiriquement fondée vis-à-vis de ces structures, elle contribue plus largement à un cynisme défaitiste, à un repli extrasyndical, à un isolement laissant les travailleuses et les travailleurs à la merci de patrons qui sont rarement soucieux de la légalité. On peut aussi, lorsque l'on est nostalgique de l'âge d'or du mouvement ouvrier, chercher des exemples de syndicats qui historiquement sont parvenus à durablement échapper à l'ornière de la loi de dilution.

Lorsque l'on creuse en ce sens, alors on observe que résister à la loi de dilution n'obéit à aucune recette, bien qu'il y ait des invariants : conjuguer l'accroissement du nombre d'adhérent.es d'un syndicat à des revendications ambitieuses requiert d'effectuer un travail de terrain d'orfèvre qui ne produit d'autres revendications que celles de sa « base »⁶. C'est précisément le moyen mis en œuvre par ce syndicat. Cela n'est donc en rien une découverte, mais la conjonction puissante de bon sens, de clarté politique et d'une pertinence dans le déploiement de l'énergie militante.

Le livre *Borrokán ! Comment gagner une grève féministe* paru aux éditions Syndicalistes, nous donne à voir la manière dont fonctionne un syndicat qui se démarque par son organisation et son efficacité, à partir de deux exemples de luttes victorieuses. L'ELA, principal syndicat du pays basque compte 100 000 adhérent.es, rassemble 10 % des salarié.es du territoire, dont presque la moitié de femmes. S'il revendique de gagner une grève tous les 3 jours, ce n'est pas par fanfaronnade. C'est qu'il est parvenu à se déployer en rassemblant des adhérent.es autour de leurs propres revendications et d'une kyrielle de victoires.

Pour s'adapter à l'évolution du salariat, sortir des viviers historiques de militant.es, le syndicat créé en 1911 change son organisation à partir de son 3^e Congrès en 1973. L'enjeu est alors de perpétuer son syndicalisme de classe et socialiste en se tournant vers les plus précaires et les plus fragiles.

Pour toucher ce public précaire, le syndicat adopte

⁶ Ne pas le faire conduit à reproduire l'ordre bourgeois : « Quiconque cherche à établir un régime bourgeois trouvera dans le principe de la séparation entre le chef et les masses, entre l'avantgarde et la classe ouvrière, la préparation stratégique à une telle révolution. », Otto Rühle, *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Entremonde, p. 65.

une stratégie de solidarité interprofessionnelle, mais aussi de désengagement des institutions du dialogue social qui financent le syndicalisme. À présent, il est financé à 90 % par les cotisations de ses adhérents, dont le quart des cotisations sert à alimenter une caisse de résistance. Cette caisse de grève confédérale permet au syndicat de mener des grèves longues en assurant aux grévistes, pendant plusieurs mois ou plusieurs années, une continuité de salaire située au-dessus du salaire minimum. L'indemnité va de 1 400 à 2 200 euros selon divers critères, dont l'intérêt stratégique de la grève pour la confédération. Des permanences juridiques, comme l'accès à la caisse de grève et les victoires obtenues, font force d'arguments auxquels rien n'est à ajouter, si bien que la syndicalisation progresse rapidement.

La prédominance des femmes dans les secteurs visés transforme alors de facto la façon dont l'oppression de genre est présente dans les revendications et l'organisation. Pour être des syndicalistes efficaces, il est nécessaire d'interroger ce qui vient limiter les possibilités de lutter, autant que les rouages spécifiques dans lesquelles se meut l'exploitation des femmes.

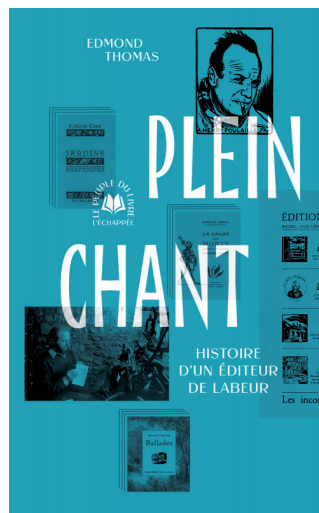
Ainsi, c'est un féminisme radical parce qu'il s'en prend à l'une de ses racines : les formes de l'oppression patriarcale en contexte salarial, ses multiples ramifications sur la réduction du temps libre pour s'engager syndicalement. En posant d'emblée et explicitement ces aspects comme centraux, les syndicalistes ont été contraintes de mettre en place des structures pour résoudre ces problématiques : garde d'enfants, temps de réunion adaptés à leur rythme, etc.

Un syndicalisme enraciné dans le salariat précaire est un syndicalisme féministe. Pour être victorieux et se préserver des affres du théorème de la dilution, il doit se désengager des institutions du dialogue social qui gangrènent son développement, se laisser pétrir des seuls problématiques et mots d'ordre de ses membres actifs, et se financer lui-même. En s'enracinant dans ces secteurs à partir des problématiques qui émergent depuis ses membres, le syndicat s'assure un ancrage profond et durable tout en générant un cercle vertueux : transparence, confiance, fluidité de transmission des revendications entre le local et le national font œuvre de publicité. Ce livre remarquable nous rappelle que le recul de la combativité syndicaliste n'a rien d'une fatalité, que ce qui nous est fatal, c'est d'abandonner les principes les plus fondamentaux permettant l'émancipation de l'ensemble de la société et qui dérivent de cette idée simple : l'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera leur œuvre propre.

Ivan JURKOVIC

Edmond Thomas

Le « maître-imprimeur » et éditeur Edmond Thomas est mort à l'hôpital d'Angoulême (Charente) le samedi 18 octobre à l'âge de 81 ans. Le 12 septembre, les éditions de L'Échappée avaient publié son témoignage autobiographique, merveilleusement vif et juste : *Edmond Thomas / Plein Chant / Histoire d'un éditeur de labeur*, propos recueillis par Nathan Golsheim, Klio Artières et Frédéric Lemonnier, collection « Le peuple du livre », éditions L'Échappée.



Né à Paris en 1944, Edmond Thomas décroche son BEPC, quitte l'école et est engagé à 15 ans comme « arpète » chez le relieur industriel Brodard & Taupin. Curieux, il lit tout ce qui lui tombe sous la main, notamment *Paroles* de Jacques Prévert et *Nouvel Age littéraire* de Henry Poulaille : « *Finis les San Antonio, finis les westerns et la science-fiction, le monde*

s'ouvrira à moi. » Devenu grand lecteur, il découvre qu'il peut, lui aussi, écrire : dès le début des années 60, il signe des textes et des poèmes, ronéotés dans *Zymase*, « Cercle des jeunes auteurs » du XV^e arrondissement, son quartier d'enfance.

En 1964, il devient « metteur à part » aux éditions Armand Colin, puis en 1968 « grouillot » dans la librairie d'ancien d'Yves Lévy, critique littéraire et collaborateur de la revue *Preuves*. Il y conforte sa sensibilité libertaire que l'effervescence de Mai 68 intéresse grandement : « *Je ne me suis jamais trop senti ultra gauchiste, en tout cas plutôt une sorte de gauchiste parallèle – ou perpendiculaire.* »

En 1970, Edmond Thomas crée sa maison d'édition. Un an plus tard, il fonde la revue *Plein Chant / Cahiers poétiques, littéraires et champêtres*, et quitte Paris pour s'installer à Bassac (Charente), dans la proximité des écrivains de la revue *La Tour de Feu*, que Pierre Boujut rassemble chaque année à Jarnac. Là, il fait ses premières armes avec Jean-Paul Louis (éditions du Lérot), puis avec Georges Monti (éditions Le Temps qu'il fait), avant que ceux-ci ne s'éloignent.

En 1979, il publie chez François Maspero, dont il fréquentait assidûment la librairie, une anthologie de

poésie d'une grande érudition : *Voix d'en bas*, *La poésie ouvrière du XIX^e siècle*, qui fait encore référence.

Dans sa maison d'éditions consacrée à la redécouverte des « auteurs prolétariens dédaignés, des graveurs méconnus, de petits poètes signant de grands poèmes », il a publié environ 500 titres, et développé quantité de collections : « Voix d'en bas », « Bibliothèque facétieuse », « Type-Type », « Gens singuliers », « L'Atelier furtif », « la Font secrète », etc., éditant soigneusement « autant de destins littéraires et artistiques oubliés, demandant à l'être un peu moins ».

Très minutieux, Edmond Thomas pouvait jeter à la poubelle un tirage où une « pétouille » mortifiait son goût de la belle ouvrage : « *Je n'ai jamais salopé le travail.* » Et chaque démarrage de ses presses – dont une magnifique et robuste Heidelberg Letterset – le plongeait dans les affres. Il surveillait alors attentivement le ronronnement de son grand atelier d'impression et tout devait être à sa place : les machines et leurs clés à boulons, l'insolateur et ses révélateurs corrosifs, les plaques offset, les piles de papier vierge, les feuilles imprimées stockées à plat, les rhodoïds dans des cartonnages verticaux, les pots d'encre lourde et leurs spatules et, tout autour, des livres et des tableaux, des gravures jusqu'au plafond...

Tout en ronchonnant contre la dégradation des livres courants, la marchandisation du métier et la disparition du savoir spécialisé (et son beau langage),

il avait un sens aigu de la transmission : de nombreux petits éditeurs (Le Dilettante, les éditions des Cendres, Interférences, Finitude, etc.) sont venus le voir pour comprendre les subtilités de la typographie, de la mise en page et les complexités de l'impression. Car Edmond Thomas avait su surmonter bien des révolutions techniques : depuis l'impression au plomb, l'imprimerie de labeur, la ronéotypie, l'offset dont il aimait les pages bien encrées et les ozalids bleus, jusqu'au numérique des ordinateurs...

Artisan d'autrefois, Edmond Thomas faisait le lien entre l'éditeur-imprimeur du XIX^e siècle et la petite édition contemporaine, créative et érudite, à qui il donnait les clés d'un travail consciencieux et l'élan d'une rencontre féconde. En véritable autodidacte, il était l'une des rares personnes qui maîtrisait presque toute la chaîne du livre – en amont cependant de la diffusion et de la vente, qui n'étaient pas son fort (en bon anarchiste, il s'en serait voulu).

Claire PAULHAN

éditrice

N.B. Une première version de cet article a paru dans *Le Monde* du 17 octobre 2025.



Photo ci-dessous : Edmond Thomas et sa Heidelberg Letterset



Histoires communes ?

Sur *Les Souvenirs* de Léontine Oudot, Bassac, Plein Chant, 2025, 188 p. (avec de nb. illustrations)

Merci au professeur d'histoire qui, en 1971 ou 1972, déclara à ma classe, stupéfaite, que sur la Commune de Paris, eh bien la parole de saint Marx était contestable ! Un peu plus d'un demi-siècle plus tard, il m'a incité à ouvrir ce livre avec une curiosité qui n'a pas été déçue.

Léontine Oudot, quelque temps avant sa mort en 1939, entreprend d'écrire, pour ses descendants, sa vie, marquée par la Commune de Paris ; une vie très dure, on s'en doute, ensoleillée par l'étroite solidarité d'une tribu familiale et d'un milieu ouvrier auquel elle veut rendre justice. Souvenirs militants certes – sympathisante du Parti communiste, elle ne cache pas ses haines, ou plus souvent ses hostilités, irréductibles – mais qui présentent un grand intérêt car ils nous font voyager à la fois dans sa mémoire singulière et dans la constitution d'une mémoire collective des événements. Les commentaires d'Alain Faure, qui se garde de la « corriger » avec l'arrogance reprochée parfois aux universitaires imbus de leur savoir, mais explique, prolonge, nuance, contextualise le témoignage, loin de diminuer l'intérêt du texte, de l'écraser, le servent avec efficacité.

Les membres de la grande famille de Léontine sont ouvriers, ouvriers « de métier » ; ce ne sont pas des prolétaires sans qualification, forcés à l'exode vers les grandes villes, phénomène qui caractérise plutôt le premier vingtième siècle ; quand ils changent de lieu, c'est pour améliorer leur condition et jouer sur la concurrence entre employeurs. Leurs spécialités ont presque disparu et rares sont les lecteurs d'aujourd'hui qui peuvent les comprendre : imprimeurs sur étoffes, ciseleurs, bronziers, ouvriers « de sièges », doreurs, casquettiers ou plus souvent casquettières, livrant leur production aux commerçants... Plusieurs points communs : ils sont étroitement dépendants des modes qui affectent le secteur du luxe (en rapide développement sous le Second Empire), ce qui ne les empêche pas d'être politisés (Léontine évoque à plusieurs reprises l'Association internationale des travailleurs, l'AIT) et d'entretenir une mémoire collective dans laquelle 1848 est un repère important (pour eux comme pour leurs plus féroces ennemis, tel le général de Gallifet) ; ils travaillent non à la chaîne mais aux pièces, bénéficient d'une certaine liberté dans l'organisation de leur production, tout en restant

essentiellement précaires ; ils ne vivent pas « au jour le jour » comme les prolétaires, mais « à la semaine », soumis aux fluctuations de la demande, aux saisons mortes, aux accidents et à la maladie.

Leurs rapports avec les patrons, parfois venus de leurs rangs, sont difficilement généralisables : certains sont des exploiters odieux, qui traitent avec mépris leurs apprentis, d'autres compréhensifs et généreux, comme le petit industriel qui emploie et cache loin de Paris, dans la « campagne » du Parc de Saint-Maur, alors en voie d'urbanisation, le père de Léontine, communard jugé par contumace et recherché par la police.

Le Siècle de Paris et la Commune ne sont pas les seuls événements racontés dans le livre, qui évoque aussi la fureur populaire contre les bureaux de remplacement, qui permettaient aux riches d'éviter le service militaire en achetant un remplaçant, la ferveur entourant l'enterrement de Raspail au Père-Lachaise, l'aspiration à la République (à une vraie République, pas celle des conservateurs) et les fêtes populaires de 1878, la campagne pour l'amnistie des Communards (une « grâce amnistiant », les mots ont un poids, qui intervient en 1879 et 1880), les attentats anarchistes des années 90.

La collection « Voix d'en bas » n'a pas fini de nous rappeler des histoires qui sont notre bien commun.

JKP



En raison du décès brutal d'Edmond Thomas survenu le 18 octobre 2025 (cf. pages précédentes), les Éditions Plein Chant sont mises en sommeil. Jusqu'à nouvel ordre, aucune commande ne pourra être honorée. Pour toute information, vous pouvez appeler Daniel Roy au 06 45 96 98 31 [Ndlr]

ANNONCE

Afin de reconstituer l'histoire de *La RP*, des Éditions syndicalistes et du groupe l'Union des syndicalistes, dont tous trois avaient leur siège au 21 rue Édouard Robert, Paris 18^e, à partir de mai 1962, un camarade recherche des témoignages et des documents à ce propos. Contactez redactionrp@gmail.com qui transmettra.

Être mais comment ?

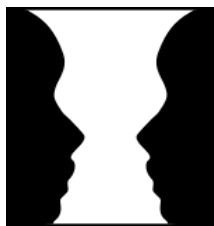
Ensemble !

1. « Figures/Fonds », possibles connaissances ensemblistes

Penser mais comment ? (RP 830, sept. 2025) confirme un ensemble d'évènements historiques évolutifs dont l'assemblage constitue comme une esquisse de connaissance humaine plus globale. Toujours entre pessimisme et optimisme quant à l'avenir de l'humanité. L'étude précitée nous permet au moins de freiner sur la pente catastrophiste. Non que l'évolution étudiée puisse valoir comme assurance d'un avenir garanti à l'humanité mais elle indique clairement que nous pouvons découvrir des moyens supplémentaires de penser-chercher. Nous pouvons aussi réduire les erreurs résultant des moyens habituels. Ainsi, notre accès au donné est compromis par le Réel lui-même dont le fonctionnement le plus fondamental n'est pas toujours celui qui nous apparaît d'abord. À une échelle, la Terre est plate et immobile. À une plus grande échelle, elle est ronde, tourne sur elle-même et autour du soleil. Ainsi, les significations diffèrent selon domaines et échelles.

Un autre exemple : la science des trois siècles après Copernic et Galilée revient sur son objectivisme scientifique. La science postmoderne accueille les interactions sujets-objets. Bachelard (1884-1962) fait le point. *Le Nouvel Esprit scientifique* [1934] (2020) s'appuie sur *La Philosophie du non* [1940] (2025). Le bouleversement est important : Géométries non-euclidiennes ; Physique non-newtonienne : relativité et physique quantique ; Épistémologie du complexe, non-cartésienne. Logique non-aristotélicienne qui accepte et la non-contradiction et la coopération cosmique des contraires. Tels froid et chaud. Ou encore, gravitation universelle et ses contraires : trous noirs noyaux des galaxies et lumineuses étoiles rayonnantes.

En 1890, la Psychologie de la forme pose sa loi *figure-fond* aux liens problématiques dès la perception : la *figure* vous retient, le *fond* s'échappe ; le *fond* vous retient, la *figure* se dérobe. Donnons ici une seule image pour visualiser ce phénomène et son piège.



Dans le schéma visualisé ici, l'*artefact* optique résulte de deux visages de sujets humains en face à face. Vus

de profil, ils donnent au fond entre eux la forme d'un objet contenant. Sorte de vase (?) qui n'existe pas comme tel ! Par ailleurs, ce qui est vrai de la perception l'est aussi de la pensée. Ainsi, dans les souvenirs imaginés, d'où les témoignages opposés. D'aucuns se rappellent telles figures mais en oublient d'autres. Certains explorent telle partie du fond, pas telle autre. C'est encore vrai même de la pensée soutenue et réfléchie des chercheurs.

La rencontre avec le Réel se complique encore du fait que celui-ci n'est pas fixe mais en devenirs continus. Les humains ont une histoire contradictoire, fermée-ouverte, car ils sont les produits d'un Réel en devenir ensembliste composant. L'espèce humaine s'y déploie en même temps que Lui. Dès lors, le Réel que nous avons besoin de connaître est un ensemble évolutif de *figures* et de *fonds* dont les multiples liens subtils, internes et externes, nous défient.

Deux brèves conclusions au moins. Le penseur ne peut commencer à dénouer l'ensemble complexe où il est que s'il le retransverse à partir de plusieurs autres ensembles. La pensée humaine ne peut gagner en connaissances mieux fondées que si elle peut dépendre d'une pluralité de coopérations individuelles et collectives. Pour le plus difficile à vivre-penser, la coopération devra supporter un profil de communications plurielles antagonistes ensemblistes.

2. De 800-200 AEC à nos jours : histoire hypercontrastive

L'histoire historique repose sur au moins trois principaux secteurs d'activités humaines naturelles-culturelles écologiques. Ces activités se déclinent en axes de pouvoir – *économie, religion, politique* – interactifs, contrastifs ayant chacun ses ressources et ses limites. Des informations orales puis écrites sont produites et organisées en disciplines de la culture développées, différenciées, multipliées pour traiter au mieux toutes les façons nécessaires d'aborder les réels. Et pour inventer de nouvelles formes de sociétés elles aussi en devenirs.

Les moments historiques décisifs ne manquent pas. Après l'advenue de l'information, 4^e axe de pouvoir, vient la période axiale de l'humanité. Six grandes civilisations, en dépit d'un diffusionnisme réduit, déploient, chacune à sa façon, au cours de six siècles, le même constat. L'humanité s'y pose pour la première fois *toute*, s'accompagnant elle-même au cœur d'un même univers porteur.

Toutefois, au cours de deux mille ans, la période axiale reste aux prises avec d'incessantes divisions (in)humaines, dont celles de l'Europe un long temps redevenue esclavagiste. Ces données conduisent à 1914-1945, puis aux guerres décoloniales, aux manœuvres néocoloniales. Le diagnostic catastrophiste redevient crédible. Edgar Morin titre *Vers l'abîme ?* (2007). Et titre *Vers l'abîme* (2020). Pourtant, dans le vif floruit éditorial surgi en 2018-2026 (ci-après 3.), Habermas reconduit de façon forte et vive la refondation de l'humanité axiale opérée surtout par Jaspers (1883-1969). Celui-ci, face à 1914-1945, pose dans *Origine et sens de l'histoire* (1949) la période axiale antique de l'humanité autofondée (800-200 AEC) en modèle immémorial de l'humanité ensembliste. Sept décennies plus tard, Habermas ([2019] 2021 : 89) reprend et présente cette même humanité toujours en apprentissage d'un difficile ensemblisme axial. Cela malgré la contribution de la pensée posant alors déjà l'éthique et l'écologie.

Cette orientation étendue et profonde n'a cessé d'être bousculée lors de l'ère des Empires et des monothéismes (dis)associés. Elle n'a pas disparu. Elle s'est maintenue, à la fois submergée par les surrections axiales singulières absolutisées – *politiques, religieuses, économiques*. Mais en même temps, elle reste immergée dans l'interhumains-mondes. Par exemple, en fin d'Antiquité, platonisme poursuivi et christianisme récent opèrent ensemble pour fonder dans l'œuvre de Plotin (204-270) le modèle d'une puissance dont persuasion, conviction émanent en lieu et place de toute violence. On doit à Habermas (*Ibid.* : 438-448) d'étudier cet apprentissage. Il concrétise même : « *Seize empereurs se succèdent du vivant de Plotin dont quatorze assassinés* » (*Ibid.* : 439).

Ensuite, les chemins sont connus : Renaissances, Humanismes, Lumières, Révolutions economicopolitiques. Au 19^e siècle, l'interhumains-mondes de la vie cosmique se révèle. Singulièrement avec le choc de l'Évolution du monde des vivants et de la découverte des fossiles de vivants disparus. Ces découvertes d'une vie terrestre très évolutive se prolongent en celles du *Big Bang* donnant naissance au cosmos. Aujourd'hui, les nouvelles estimations majorent de beaucoup les précédentes déjà en milliards d'années. Ces connaissances constituent alors une vaste et profonde révolution épistémique (*ci-dessus 1. Avec Bachelard*). Or, elle s'accompagne en même temps de vives révolutions esthétiques qui soulignent aussi les interactivités des sujets et des objets.

Ernst Haeckel nomme en 1866 l'écologie. En trois quarts de siècle, elle resurgit vive et plurielle : politique, économique, médiatique et bien plus (*ci-après 3. Avec Descola*).

Rappelons aussi la critique conjointe de la

métaphysique de l'être que Levinas poursuit dès les années trente du 20^e siècle. Avec une telle métaphysique, les tenants des diverses politiques brutalistes d'alors sont à l'aise. Mais ce n'est qu'en 1982 que Levinas destitue cette métaphysique de son rang de philosophie première. Il y place l'éthique. Pour elle, priment l'Autre, l'Entre et l'Un pluriel (Demorgon, *RP* 813, juin 2021).

3. Âge axial postmétaphysique, postmoderne : humain ensembliste

Tel est pour nous l'océan de nouvelles connaissances constitutives du socle vérifiable de notre optimisme compréhensible du fait des nouveaux courants d'humanité refondée. Un *Nouvel âge axial* est bien advenu mais il a été laissé en pièces et morceaux successifs non raccordés. Sa globalité n'a pas été comprise comme telle. En 2021, après y avoir travaillé, nous le présentons (*RP* 816, mars 2022). C'est alors que les sémioticiens Jean-François Bordron et Amir Biglari nous sollicitent pour une contribution dans *Sémiotique et Philosophie*, ouvrage collectif.

Incroyable hasard, nous constatons en même temps que nous sommes en présence d'un vif, puissant et continu floruit éditorial qui traite justement de l'humanité réinventée, refondée. Il se manifeste en milliers de pages. Nous y travaillons pendant cinq années. Plusieurs grands courants de pensées novatrices valorisent en effet l'axialité humaine *toute* en se composant entre eux. Nous soulignons les interactivités de ces courants dans une longue étude intitulée « L'âge axial postmétaphysique de l'humain. Philosophies et Sémiotiques interactives » (à paraître). Ce Nouvel âge axial bénéficie de tout ce qui advient alors pour tenter de contrarier l'hyper inhumain qui ne cesse d'insister.

Dans l'un de ces précieux courants, il s'agit d'une partie de l'aventure humaine d'abord méprisée, négligée, celle des sociétés premières. Certes, elles ont été antérieurement vivement atteintes. Celles qui n'ont pas disparu sont déjà sous les menaces offensives religieuses et commerciales. Il est grand temps qu'elles soient rencontrées, étudiées en continuité sur les terrains mêmes. Et cela sur la planète entière pendant plus d'un siècle avant que leurs architectures culturelles ne sombrent sans avoir été connues et comprises pour fonder une connaissance approfondie des humains, de l'Humain.

Cette entreprise de rencontres est l'œuvre de nombre de philosophes déçus de trop de tournolements de la philosophie sur elle-même. Huit générations au moins poursuivent ces recherches, certes de plus en plus problématiques car déstabilisatrices aussi des cultures de ces sociétés.

De fait, sociétés premières et civilisations, pensées

ensemble, ont déployé un nouveau système de quatre choix écologiques différents. À penser ensemble pour un véritable plus d'intelligence écologique profonde. Qui plus est, Philippe Descola (2005, 2025 octobre) présente au cœur de notre floruit *Politiques du faire-monde*. Ce titre fait écho à tout un ensemble de courants concernant l'axialité humaine *toute* dont nous traitons (Demorgon, 2025a,b ; 2024 ; 2022 ; 2008).

Pour parvenir à ces nécessaires intelligences supplémentaires, découvrons encore, du côté des sciences neuronales, deux caractéristiques fondatrices de l'humain. D'une part, ce que le neurologue Alain Prochiantz (2019 : 17) nomme « cerveau monstrueux ». D'autre part, ce cerveau, côté obstétrique, implique la nécessité d'une naissance prématurée (*ibid.* : 139). Tout l'ouvrage est consacré à la *néoténie*. En avers : supériorité cérébrale pour des devenirs à inventer surtout en contre-avec. En revers : infériorité avec cette prématuration normale de tout nouveau-né humain. Cette complexité requiert une éducation difficile en avec-contre. Toutefois, un étonnant avantage cognitif se révèle. Dans cette situation, l'enfant humain poursuit de concert sa double maturation : innée et acquise (Demorgon, 2015, *RP* 788 : 4-9).

Ainsi, l'enfant venu au monde est confronté à un incroyable apprentissage pour lequel il a longtemps besoin des adultes. Il lui faut à la fois de quoi ne pas se prendre la tête à tort mais s'en servir au mieux pour considérer la vie dans toutes ses dimensions. Et pas seulement à l'aune d'un simple « profite ! » On ne réfléchit pas assez au fait que si l'enfant est dans ce cas d'acquérir une information considérable, on voit mal pourquoi l'adulte serait achevé, arrêté et pourrait se dispenser de continuer d'être un apprenant concernant son propre devenir mais aussi celui général de l'Humanité. Certes, c'est l'Humanité tout entière qui est concernée. Or, c'est justement cette Humanité plurielle et une, pleine et entière qui ne cesse d'être retardée par les dominations successives qui décident d'elle en son nom et à sa place. L'Humanité doit ainsi faire face à un immense problème de liberté, autant est immense la part de l'humanité qui en est privée. À cet égard, la question a pu être débattue d'une façon fort abstraite comme une problématique se situant entre deux pôles : celui de la Foi et celui des Œuvres éthiques.

Pour le Nouvel Âge axial les deux pôles sont inséparables. La Foi est possible et nécessaire, ne serait-ce qu'à l'égard d'une humanité advenue. En effet, celle-ci n'a pas lieu d'être privée du sens de la vie que les humains ont tous à inventer-partager ensemble. Mais pour cela, leur liberté est nécessaire. Non seulement celle que les autres doivent leur concéder mais celle qu'ils ont à construire eux-mêmes. Sauf qu'ils ne peuvent savoir qu'ils sont bien en train de la construire, individuellement et collectivement, que

s'ils passent assez le test des Œuvres qu'ils accomplissent les uns envers les autres. Foi, Œuvres et Liberté sont inséparables à fonder toutes les possibilités de l'advenir humain.

Ce n'est pas un hasard si le tome II du maître-ouvrage d'Habermas est sous-titré « Liberté rationnelle ». En effet, cette liberté n'est pas un capricieux libre-arbitre métaphysique. L'enssemblisme humain ne cesse d'être potentiellement présent. Il n'est jamais l'unanimité qui se multiplie, divisant l'humanité en groupes hostiles mensongèrement prétendus supérieurs ou inférieurs puisqu'ils sont en devenirs, voire qu'ils s'empêchent mutuellement dans ces devenirs. Cela se termine dans le seul enssemblisme hyper-tragique qui leur reste : s'entretuer.

Ne manquons pas de signaler qu'une œuvre exceptionnelle s'est consacrée tout entière à ce dilemme de la Foi et des Œuvres sous un titre tout à fait différent *Le monde comme volonté et représentation*. Schopenhauer (1788-1860) voit enfin son œuvre paraître dans sa totalité en traduction française : Pléiade, octobre 2025. Ainsi nullement déplacée dans le floruit ci-dessus évoqué.

Mais arrêtons cette étude sur la pensée qui y correspond le mieux bien qu'elle ait un quart de siècle. Brève et dense, elle est du philosophe italien Giorgio Agamben (2002 : 44) : « *L'homme est l'animal qui doit se reconnaître humain pour l'être.* »

Jacques DEMORGON

Agamben G. 2002. *L'ouvert, De l'homme et de l'animal*. Rivages.

Demorgon J. « L'âge axial postmétaphysique de l'humain. Philosophies et Sémiotiques interactives » in *Sémiotique et Philosophie*, Biglari Amir (sldr), à paraître.

Demorgon J. « Réinventions de l'humanité axiale *toute* entière ? » *Synergies Pays Germanophones* 2025 n°18, à paraître. Gerflint.

Demorgon J. 2025. « *Sapiens* et l'IA ». *La Révolution Proletarienne*, 828.

Demorgon J. 2024. « Vivre, éprouver, penser les antagonismes mondiaux », *La RP*, 825.

Demorgon J. 2022b. « Nouvel Âge axial », *La RP*, 816.

Demorgon J. 2022a. « Langues et politiques », *Cahiers de Psychologie Politique*, n°41.

Demorgon J. 2021. « L'Être, l'Autre, l'Entre, l'économie éthique écologique », *La RP*, 813.

Demorgon J. 2008. « Vivre et penser « mondial » et « global » *Synergies Chili* n°4. Gerflint.

Descola Ph. 2025. *Politiques du faire-monde*. Seuil.

Descola Ph. 2005. *Par-delà nature et culture*. Gallimard.

Habermas J. [2019] 2021. *Une histoire de la philosophie*. I. *La constellation occidentale de la foi et du savoir*. II *Liberté rationnelle Traces des discours sur la foi et le savoir*, Gallimard.

Prochiantz A. 2019. *Singe toi-même*. O. Jacob.

Brassens et la C.G.T.

On imagine assez peu Georges Brassens dans la peau d'un militant syndicaliste. Sa chanson « Le Pluriel » et le fameux débat arbitré par Jean-Pierre Chabrol, qui l'opposa amicalement à Jean Ferrat, en mars 1969, en ont fait à jamais un farouche partisan d'un inébranlable individualisme libertaire. Pourtant, il est arrivé que Brassens, sans perdre son inspiration libertaire, bien sûr, s'intéresse au sort de la classe ouvrière, comme en témoigne le texte ci-dessous, paru dans « Le Combat syndicaliste », organe de la Confédération nationale du travail (CNT), en avril 1947.

Floréal Melgar¹

TROIS PETITES LETTRES

Il était une fois trois petites lettres, trois petites lettres de l'alphabet ; pas plus.

Trois petites lettres qui, partant du principe que l'union fait la force, se réunissent à la fin du siècle dernier.

Au grand bonheur des exploités, lesquels en conçoivent un immense espoir.

Au grand effroi du patronat qui, dans la crainte de perdre ses prérogatives, tombe aux genoux du ministre de l'Intérieur en le suppliant de perfectionner la machine policière.

Mais les trois lettres n'en ont cure.

Elles comptent près de cent mille adeptes.

Tout est possible à cent mille hommes qui veulent.

Au cours d'une année célèbre d'action directe, la grève générale est annoncée.

Si fort que la bourgeoisie perd contenance et que certains de ses représentants vont se cacher dans leurs caves, terrorisés.

Résultat satisfaisant.

Les trois lettres sautent de joie.

Seulement, quoique fort jeunes, elles ne manquent pas de réflexion et devinent bientôt le grave danger que représente la politique.

Aussi, le congrès d'Amiens, en 1906, les voit-il prendre la décision de demeurer toujours éloignées de ce foyer de corruption, de ne jamais céder aux avances des politiciens.

Tout marche à merveille.

Les exploités continuent d'espérer.

Les exploités de trembler.

Mais la politique veille.

Elle n'a pas désespéré de mettre sa main malpropre sur les trois petites lettres dont la pureté devient choquante.

Et son opiniâtreté se voit bientôt couronnée. En 1914,

¹ <https://florealanar.wordpress.com>

la CGT accepte l'idée de l'union sacrée. C'en est fait de sa liberté, de son idéal. Chaque jour qui passe l'enfonce de plus en plus dans la lie.

La fameuse scission en fait deux parties, qui s'empresent de se prostituer. La première (CGT) dans les bras du Parti socialiste, la seconde (CGTU) dans ceux du Parti communiste.

De compromissions en compromissions, de déchéances en déchéances, elles en arrivent à devenir conseillères de l'État, agents d'exécution des réglementations gouvernementales.

La classe ouvrière, assidûment, progressivement trompée, ne cesse hélas de lui confier ses représentants.

Si bien que la Confédération générale du travail, « ... qui avait été à l'origine un organisme destiné à endiguer les exigences du patronat au profit de la classe ouvrière », devient bientôt l'organisme chargé d'endiguer les exigences légitimes de la classe ouvrière au profit du patronat.

Et comme toutes ces infamies ne parviennent pas à satisfaire pleinement ce besoin de dégradation de la CGT, elle y met finalement le comble en s'abandonnant aux répugnantes caresses des policiers.

Des policiers qui, après le premier congrès de la CGT, reçurent du patronat l'ordre de sévir contre ce mouvement ouvrier menaçant dangereusement de saper les fondements de l'édifice bourgeois. Les patrons peuvent exulter, dormir sur leurs deux oreilles.

Que risquent-ils, à la vérité ?

Ce sont eux qui mènent la barque et leurs défenseurs, les policiers, font partie de l'équipage.

Plus de danger et vogue la galère !

Plus de danger... en apparence seulement. Car un beau jour – plus proche que d'aucuns le supposent –, lassés de subir le joug de leurs maîtres, les matelots se souviendront des sens des mots mutinerie, insurrection et, ce jour-là, messieurs les capitaines, rira bien qui rira le dernier !

Il était une fois trois lettres, trois petites lettres bien pures...

Mais le temps a passé et avec lui la pureté. Aussi les ouvriers doivent-ils se persuader que ces lettres fameuses ne méritent rien d'autre que les cinq non moins fameuses avec lesquelles Cambonne fabriqua le célèbre mot.

Georges-Charles Brassens

(*Le Combat syndicaliste*, avril 1947)

État des lieux

Au moment où j'écris ces lignes, le gouvernement fédéral, fermé depuis 43 jours, va rouvrir. Le *shutdown* était une manœuvre politique des Républicains, aux conséquences dévastatrices pour 42 millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire, et pour les fonctionnaires qui travaillent sans paie. Faisant fi des conventions collectives, Trump en a licencié des milliers en utilisant le *shutdown* comme prétexte. Le programme d'aide alimentaire SNAP¹ a \$ 5 milliards en réserves mais Trump en a bloqué l'utilisation – illégalement, selon deux juges fédéraux. Il allait donc restituer une moitié des fonds, lentement, mais peu après, il annonce que « les aides SNAP ne seront versées que si les Démocrates « d'extrême gauche [sic] rouvrent le gouvernement, pas avant ! » Les Démocrates refusaient de siéger au Sénat tant que les Républicains maintenaient des hausses horribles sur l'assurance santé, mais ils pouvaient contourner l'obstruction parlementaire pour rétablir l'aide. Ils ont préféré satisfaire Trump plutôt que nourrir 42 millions d'Américains. Le président de la Chambre, Mike Johnson, refusait de la convoquer à nouveau mais enfin huit Démocrates dont aucun(e) ne se représente en 2026 ont cédé, lâchement – et bêtement : 80% des Américains veulent que ces hausses soient bloquées, et elles seront maintenues. Encore un échec du *leadership* démocrate. La base du Parti est furieuse.

Pourquoi ce shutdown ?

D'abord l'espoir qu'on rejeterait la responsabilité sur les Démocrates. Le gouvernement réduit le trafic aérien dans 40 grands aéroports et des milliers de vols sont annulés. Mon fils aîné a entendu cette annonce à l'aéroport local : « Ici Kristi Noem, Secretary of Homeland Security. Grâce au *shutdown démocrate*, votre vol pourrait subir des retards : nous n'avons pas assez de contrôleurs aériens. » Ensuite, pour les Républicains, les bénéficiaires de SNAP seraient des paresseux, des immigrés, des fraudeurs... Troisièmement, comme certains l'ont souligné, la cruauté est un but en soi.

Réfléchissons à l'image que veut donner de lui-même ce gouvernement : la célébration par Trump de sa nouvelle salle de bain en marbre à la Maison-Blanche à un moment où des fonctionnaires travaillent sans être payés, où les travailleurs contractent des prêts bancaires pour régler leurs factures. Image cruelle, éclipsée le lendemain par les photos d'une fête sur le thème du *Great Gatsby*² organisée par Trump à Mar-al-Lago. Danseurs à paillettes et plumes, une



Devant une « food bank »

femme peu vêtue dans un verre géant de martini. Une fête organisée juste avant que 42 millions d'Américains perdent leur aide alimentaire et que 1,4 million personnes soient privés de salaire – c'est cruel et grotesque. Trump, complètement déconnecté du pays ? Non, « La cruauté est le but ».³ Le plaisir dans la cruauté lie Trump et ses cultistes : ils croient que l'Amérique est l'héritage exclusif des hommes blancs, chrétiens et hétérosexuels, et punir « les autres » est une jouissance. La joie que cette cruauté leur procure les unit dans le mépris partagé de ceux qu'ils haïssent et craignent : immigré(e)s, électeurs et électrices noir(e)s, féministes, et les « traîtres » blancs solidaires des exclus. La capacité du président à incarner cette cruauté les rend fiers, heureux, soudés.

I. Les travailleurs dans l'économie de Trump

L'IA explose, la Bourse monte, « l'économie va bien, » dit-on. Des balivernes, dit Paul Krugman entre autres, car le reste de l'économie est à l'arrêt. Cela enrichit les plus aisés, tandis que les moins favorisés peinent. Les impayés de cartes bancaires augmentent. Les consommateurs optent pour des aliments moins chers. Les politiques chaotiques de Trump paralysent les entreprises, qui cessent d'embaucher ou d'investir. Le chômage de longue durée grimpe en flèche, surtout pour les travailleurs noirs. Les salarié(e)s sentent le repli des entreprises et craignent de ne pas retrouver d'emploi s'ils/elles perdent le leur.

L'inégalité explose aussi : L'employé(e) médian(e) de Starbucks a touché \$ 14 674 l'an dernier, le PDG, \$ 95,8 millions – 6 000 fois plus que ses employé(e)s. Pas étonnant que l'entreprise lutte contre la syndicalisation : quel cauchemar ce serait si le PDG ne gagnait que 5 000 fois plus que les baristas !

Et le mouvement syndical ? Voici ce qu'en dit un groupe de chercheurs militants :

Avec Trump de retour à la Maison-Blanche, les

syndicats vacillent. Pour survivre à l'ère MAGA et bâtir un mouvement combatif, il faudra combiner politique électorale et actions militantes capables de bousculer l'ordre établi. **Viser les géants, pas les marges :** Syndiquer 100 000 travailleurs, comme en 2024 ? Insuffisant. Il en faut des millions. L'organisation syndicale stagne dans les secteurs en croissance – services, santé, tech – tandis que les bastions traditionnels s'effondrent. Les syndicats doivent cesser de fuir les grandes entreprises et les affronter de front. **Des victoires sans contrats, des droits en lambeaux.** Amazon, Starbucks, Trader Joe's : des victoires sans suite. Les employeurs refusent de négocier, certains attaquent même le droit d'existence du NLRB.⁴ Et Trump 2 aggrave tout : démantèlement des protections, expulsions, suppression des droits de négociation pour un million de fonctionnaires. **Campagnes trop prudentes, trop dispersées :** Les syndicats évitent les confrontations, misent sur de petites unités plus faciles à organiser. Mais cette stratégie marginalise le mouvement. Les campagnes syndicales manquent de comités représentatifs, d'alliés, de solidarité internationale. Il faut des stratégies globales, offensives, bien financées. **L'urgence est là :** Les petites victoires comptent, mais elles ne suffisent pas. Les syndicats doivent viser plus haut, plus fort, plus vite. Car pendant qu'ils hésitent, les multinationales redessinent les règles du jeu économique et social.

En 2024, seulement 9,9% des travailleurs étaient syndiqués.

II. Un vieux mot devient actuel : le « despotisme »

Après l'énoncé célèbre des « vérités évidentes » de son Préambule,⁵ La Déclaration of Independance de 1776, un document fondateur de notre république, énumère 27 «abus» commis par le roi George III « tendant invariablement vers un même dessein : le despotisme. »⁶ Énumérer les abus de Donald Trump dépasserait l'espace imparti à cette Lettre, surtout si je suivais les décisions des tribunaux qui limitent ses abus, parfois renversées par un autre tribunal ou simplement ignorées. Je vais simplement esquisser certains des pires abus contre la République et le peuple américain, « des abus tendant invariablement vers un même dessein » : le despotisme.

La Constitution de 1782 a établi un cadre de gouvernement, avec le souci de le différencier du régime monarchique – « despotique » pour les rebelles – qui nous avait gouverné auparavant. Les dix premiers amendements qui établissent nos droits fondamentaux n'ont été ratifiés qu'en 1791, après une vague de protestations. D'autres amendements ont été ajoutés au cours des siècles pour renforcer ces droits. Trump a violé à la fois le cadre constitutionnel anti-despotique et les amendements qui établissent nos droits et d'abord la

séparation des pouvoirs.⁷ L'article I, clause 7 confère au seul Congrès le pouvoir de prendre toute décision d'ordre financier, dont spécifiquement d'établir les droits de douane tarifaires. Trump augmente les tarifs sans même consulter le Congrès et l'a contraint à supprimer les subventions des programmes dont le financement avait déjà été voté, comme celles de la radio et de la télévision publiques, malgré la Constitution : « [Le président] veillera à ce que les lois [votées par le Congrès] soient fidèlement exécutées. »⁸ La Constitution confère au Congrès, et non au président, le pouvoir de déclarer la guerre,⁹ pouvoir qui, dans un monde où tout est plus rapide, s'est transformé en l'exigence d'obtenir l'approbation du Congrès avant d'ordonner une frappe militaire. Trump a bombardé des bateaux en pleine mer, tuant une soixantaine d'hommes, et menace militairement le Vénézuéla sans même consulter le Congrès et sans apporter la moindre preuve qui puisse justifier ces assassinats, si ce n'est de dire que « c'est des terroristes. »

Despote, roi, dictateur, autocrate : les mots varient, les faits sont là. Titre d'un article récent d'un ancien juge (conservateur !) : « Président à vie : Donald Trump tente d'accumuler les pouvoirs d'un roi. »¹⁰ Le *NY Times* : « Les pays qui glissent de la démocratie vers l'autocratie suivent souvent des schémas similaires. » Il liste **12 indicateurs de recul démocratique** et les États-Unis ont régressé sur chacun d'eux. Il note que les prises de pouvoir modernes commencent souvent par un dirigeant élu qui concentre les pouvoirs et affaiblit l'opposition, comme Poutine en Russie, Maduro au Venezuela, Orban en Hongrie... Tous ont réprimé la dissidence et la liberté d'expression. Trump a commencé à le faire avec ses menaces contre la chaîne CBS et d'autres sources d'information. **Un autocrate persécute ses opposant(e)s politiques :** Trump a instrumentalisé le ministère de la Justice à cette fin, en intentant des procès contre ces « ennemi(e)s. »¹¹ Un juge fédéral a dénoncé une « menace existentielle pour la démocratie » et quitte ses fonctions pour s'opposer à Trump. **Un autocrate défie la justice, déclare des urgences nationales** sur des prétextes, **stigmatise les minorités**,¹² établit **un culte de la personnalité**,¹³ **profite financièrement** du pouvoir, manipule la loi pour le conserver (en poussant maintenant les Républicains à charcuter le découpage électoral et à influencer la gestion des scrutins). **Un autocrate utilise l'armée pour contrôler la population** et s'en sert pour réprimer la dissidence, semer la peur et afficher sa toute-puissance : c'est la fonction des simulacres d'opérations militaires des hommes masqués d'ICE et de la Garde Nationale. **Quatre villes américaines, toutes dirigées par des maires démocrates, sont maintenant occupées par les forces armées américaines.**¹⁴ Des Latinos, avec ou sans

papiers, sont jetés dans des voitures et amenés dans des centres de détention infects, violant ainsi deux amendements qui garantissent le *due process of law* (« procédure légale régulière ») pour tous. Une juge réprimande ICE à Chicago : « leur recours à la force choque la conscience. » Des élus gazés, des enfants aussi, une femme mi-étranglée... À Los Angeles, ICE arrête un homme lors d'une rafle et repart avec son petit enfant... Un militant syndicaliste : « La répression a créé un climat de peur qui nuit aux travailleurs et à leurs familles, et étouffe leurs efforts pour améliorer leurs conditions et s'organiser. L'atmosphère créée par Homeland Security muselle la liberté d'expression parmi les travailleurs immigrés et leurs défenseurs. »

Cochez les cases : Trump a fait tout cela. Et voici sa directive NSPM-7 : elle qualifie un large éventail de discours politiques de « terrorisme intérieur » et ordonne au FBI d'enquêter sur les ONG, leurs donateurs et les militants soupçonnés de tels délits d'opinion. Un sermon, une pancarte, un article ou un don à un groupe de justice sociale ou environnementale pourraient servir de preuve de « terrorisme. »

I. Possibilités de résistance

À New York, un Latino de 50 ans enseigne le baseball à un groupe de jeunes, surtout Latinos, depuis longtemps, si bien que certains sont devenus professionnels. Un groupe connu à Harlem et dans le South Bronx. Un jour, ICE paraît à l'entraînement à Central Park. Demandant aux jeunes de se ranger derrière lui, il dit aux agents « Je mourrai plutôt que de ne pas voir ces garçons rentrer chez eux sains et saufs. » Les agents s'en vont. Émouvant. Mais les actions de masse ?

Les élections ? Les élections du 4 novembre ont été le premier grand test du second mandat de Trump. Les Démocrates ont gagné, largement. New York, cette ville de 8 millions d'habitants, aura un maire qui appartient au Democratic Socialists of America comme Bernie Sanders, musulman de surcroît : Zohran Mamdani. Gouvernorats, maires : ils ont balayé les Républicains en défendant une plateforme anti-Trump, axée sur la baisse du coût de la vie, l'amélioration des écoles publiques, l'investissement dans les infrastructures locales et la hausse des impôts pour les ultra-riches. Les Latinos, enfin conscients, ont abandonné les Trumpistes. Mais, avertit une journaliste, attention, États démocrates ! Trump n'accepte pas de perdre. Sa première réaction : « C'était truqué ! » Les défaites de Trump à New York, dans le New Jersey, en Virginie,¹⁵ en Californie et ailleurs intensifieront sa dérive autocrate. Face à la montée des Démocrates, il serait prêt à tricher en 2026 pour reprendre la majorité au Congrès – et à briguer un troisième mandat. C'est clairement inconstitution-

nel, mais Trump en a parlé souvent. « Peu importe la Constitution ! dit l'indiscret fasciste Steve Bannon, nous avons des plans. »

Les manifestations ? En avril, HANDS OFF : 3 millions de manifestant(e)s, 1 300 événements. En juin, NO KINGS : 5 millions, 2 100 événements. **En Octobre, NO KINGS : 7 millions de manifestant(e)s à 2 700 manifestations** dans les grandes villes démocrates et les petites villes républicaines. Partout. La plus grande journée de protestation dans l'histoire des États-Unis.

À la différence des manifs en France, les partis politiques, les syndicats, n'y participent pas en tant que tels. Beaucoup de pancartes diverses, faites maison. (Trump : « Leurs pancartes sont produites en série par des anarchistes bien organisés ! ») À Northampton, où des milliers ont rempli Main Street, ces mots écrits à la main sur un carton (je traduis) : « Tant de mensonges, si peu de carton ». Vus aussi : « Pas de rois depuis 1776. » « NON au fascisme. Sauvez la Constitution. » « La démocratie meurt dans le silence. » « La dissidence est patriotique. » « Écrasez ICE. » (Jeu de mots : *crushed ice* = la glace pilée dans des boissons.) « Expulsez ICE. » Quelques pancartes pour la Palestine. Puis « On ne sait pas ce qu'on a jusqu'à ce que ce soit perdu. » Manifestant en costume de grenouille : « *Frogs against fascism* : Les grenouilles contre le fascisme. » (Beaucoup de gens à Portland, Oregon, dans le nord-ouest, se sont costumés en grenouille pour se moquer de la Garde Nationale.) *No crowns for clowns* : « Pas de couronnes pour les bouffons ». Une petite fille tenait ceci, avec un dessin : « Le seul monarque orange qu'on veut, c'est un papillon. » « Quand on élit un violeur, on se fait baiser. » Des drapeaux américains. Ambiance de fête partout dans le pays, comme l'a dit l'Associated Press, même une petite fanfare ici. On s'amuse, contents de se voir aussi nombreux, on s'exprime, on fête ça. Tout cela dans Main Street, pendant qu'au parc bondé, des orateurs – dont notre député – parlaient gravement, avec passion.

Trump réagit en publiant sur son réseau social un dessin fabriqué par IA où, couronne sur la tête, il pilote





Manifestant en grenouille

un avion déversant de la merde sur les manifestants dans nos villes, soulignant le désarroi d'un manifestant souillé. Trump, dit Anne Applebaum,¹⁶ voulait ridiculiser et salir des millions d'Américains, les représentant couverts d'excréments pour que ses propres partisans n'aient aucune envie de les rejoindre. Et il n'y a pas que la moquerie. Le président de la Chambre avait déclaré avant les défilés que les seuls manifestants seraient des « marxistes » et des « pro-Hamas ». Tactique autocrate classique : discréditer la dissidence par des campagnes de diffamation. « Payés par George Soros » (merci, Viktor Orban !) est courant aussi. (Mon fils cadet, après une marche fatigante à San Francisco : « *Hey ! Where's my check from George Soros ?* ») Peu importe le contenu des attaques : il faut faire taire les critiques. Les opposants sont présentés comme dangereux, même lorsque leurs actions sont pacifiques, et la propagande est utilisée pour les isoler.

Nous sommes au début d'un cycle connu, observé dans d'autres pays, dit Applebaum : les protestations peuvent ou bien s'éteindre sous les moqueries et les menaces ou s'intensifier face à la répression. Parfois, les dissidents sont privés de leur légitimité et ciblés physiquement par l'État. Ces tactiques ne sont pas typiques de la politique américaine, mais ce gouvernement s'est toujours montré innovateur. Les gens qui se sont mobilisés en octobre pourraient être inspirés à en faire davantage – ou pas.

Souvent lors des manifestations, les Américains scandent : « Voilà à quoi ressemble la démocratie. » J'ai toujours aimé crier la réponse à la voix qui dit *TELL me what democracy looks like!* Et en chœur, aux battements du tambour ici : *THIS is what democracy looks like!* et on continue.) Pourtant, les marches NO KINGS représentent en réalité la liberté d'expression. La démocratie, elle, exige une organisation politique et la formation de larges coalitions. Les manifestations peuvent seulement susciter de l'enthousiasme, et inciter les gens à consacrer du temps et de l'énergie à un véritable changement politique. Ceux qui ont créé la vidéo diffamatoire le savaient bien.

Et la résistance civile ? Dans *Pouvoir de la non-violence : Pourquoi la résistance civile est efficace* (traduction française, 2021), Erica Chenoweth et Maria Stephan explorent l'efficacité des mouvements de résistance non violente à travers plus de 320 insurrections du XXe siècle. Les auteures démontrent que *les campagnes non violentes réussissent trois fois plus souvent que les campagnes violentes*, en s'appuyant sur des données empiriques. Leurs recherches ont révélé que lorsqu'**au moins 3,5 % de la population participe activement à une résistance non violente soutenue** – la « non-coopération » avec le gouvernement – les régimes autocrates s'effondrent souvent.

Que signifie la « non-coopération » en pratique ? Elle inclut :

Les grèves. Le refus de travailler peut paralyser des secteurs ou des services clés. **Les boycotts.** Les citoyen(ne)s refusent d'acheter des produits ou de s'engager avec des institutions liées au régime. **La désobéissance civile.** Enfreindre les lois ou défier les ordres de manière pacifique pour remettre en cause la légitimité du gouvernement. **Le refus de payer des impôts.** Affaiblir la base financière du gouvernement. **Le retrait du soutien aux institutions du régime.** Par exemple, refuser de servir dans l'armée ou de travailler dans l'administration. **Les manifestations de masse** et les *sit-in* - des actions qui perturbent l'espace public et signalent une dissidence généralisée. (*Sit-in* : protestation non violente où les participants occupent un espace – lieu public ou commercial – et refusent de le quitter.) Ces tactiques visent à retirer le consentement et la coopération, éléments essentiels au maintien du pouvoir dans les régimes autocrates. Lorsque suffisamment de personnes participent – notamment dans des secteurs comme le travail, l'éducation et la fonction publique – la capacité du régime à fonctionner est gravement compromise.

Ces recherches ont donc montré que des mouvements non violents impliquant seulement 3,5 % de la population, s'ils sont soutenus et bien organisés, peuvent suffire à renverser des régimes autocrates. Aux États-Unis, cela équivaldrait à mobiliser près de 10 millions d'adultes dans des secteurs tels que le travail, l'éducation et la fonction publique. Or, 7 millions ont participé à NO KINGS en octobre dernier. En est-on presque là ? Rien n'est moins sûr. « Bien organisés ? » pas tellement, plutôt des organisations diverses et le bouche-à-oreille. Puis, aller dans une manif n'est pas la même chose que refuser de payer ses impôts.

Je ne suis pas très optimiste. Mais on pourra, peut-être, éviter le pire.

David BALL

Notes

1 Rappel : Supplementary Nutritional Aid Program.

2 Un des thèmes de *The Great Gatsby* (1925) de F. Scott Fitzgerald, un classique de la littérature américaine, c'est les fêtes extravagantes et vaines données par son protagoniste... Au cours du roman, à propos, un personnage antipathique explique au narrateur la théorie du Grand Remplacement, laquelle n'est donc ni nouvelle, ni spécifiquement française.

3 Titre d'un essai connu publié dans *The Atlantic* en 2018, qui soutient que la cruauté (la séparation des familles à la frontière, par exemple) était un élément central – et non un accident – de l'attrait politique de Donald Trump.

4 Rappel : National Labor Relations Board, créé sous FDR, censé veiller aux droits syndicaux.

5 « [...] tous les hommes sont créés égaux, [...] dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, [et] parmi ceux-ci figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. [...] Pour garantir ces droits, les gouvernements sont institués parmi les hommes, tirant leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés. » En France, treize ans plus tard, la Déclaration des droits de l'homme allait s'en inspirer.

6 Jamelle Bouie, chroniqueur au *NY Times* spécialisé dans le contexte historique des événements, donne un abrégé des abus énumérés dans la Déclaration d'Indépendance en substituant Trump pour George III. Ça colle parfaitement.

7 Redoutant le despotisme, justement, les auteurs de la Constitution ont commencé par la séparation des pouvoirs : Sections I, II et III.

8 Section II, clause 3.

9 Section 8, clause 11.

10 J. Michael Luttig, ancien juge au niveau fédéral, Républicain toute sa vie : « Par chacun de ses mots et de ses actes, Trump a donné aux Américains des raisons de croire qu'il cherchera un troisième mandat, défiant ainsi la Constitution [qui l'interdit]. Il semble évident qu'il s'accrochera au pouvoir à tout prix, même au détriment de l'Amérique. » Les conservateurs ultra-critiques de Trump abondent – feu Dick Cheney et sa fille Liz, par exemple. Voici une phrase tirée d'une revue publiée par ceux qui prônaient l'invasion de l'Iraq : « Le socialisme démocratique de Bernie reste compatible avec la démocratie libérale. Le national-socialisme de Trump ne l'est pas. »

11 Dont Letitia James, procureure générale de New York, accusée de fraude : elle a mené l'enquête qui a, devant un jury, condamné Trump pour fraude fiscale. Il a aussi limogé des juges qui défendaient les immigrés, et les agents du FBI qui ont pisté et arrêté les putschistes du 6 janvier après avoir accordé son pardon à tous ces derniers.

12 Toutes les minorités. Hegseth (Défense) déclare que les soldats de Wounded Knee conserveront la Médaille d'honneur. En 1890, des soldats américains ont massacré des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants Lakota, la plupart non armés, lors du massacre de Wounded Knee. Dans les années qui ont suivi, deux douzaines de ces soldats ont reçu la plus haute distinction militaire, la Médaille d'honneur, pour leurs actions. Cela rappelle Trump réinstallant les statues des généraux confédérés qui avaient été retirées et redonnant aux bases militaires leurs anciens noms. ...Petit fait : les vidéos du Ministère du Travail montrent maintenant une main d'œuvre composée uniquement d'hommes blancs.

13 Les empereurs, les rois et les dictateurs modernes se glorifiaient souvent en affichant leurs portraits partout. La tradition américaine a toujours rejeté ce genre d'hagiographie pour les présidents en exercice – jusqu'à présent.

14 « Il considère l'armée comme une extension de lui-même, dit le *Times*, limogeant des hauts gradés sans motif valable et convoquant des centaines de généraux en Virginie pour écouter des discours ouvertement politiques. »

15 Indivisible et Swing Left ont mobilisé les gens. En Virginie, par exemple, 600 bénévoles ont passé plus de 420 000 appels, 50 000 textos envoyés, une campagne numérique touchant 700 000 personnes, surtout jeunes, et 460 bénévoles ont contacté 7 300 voisins dans 82 villes.

16 Historienne et journaliste, primée de nombreuses fois. Trois de ses livres sont traduits en français, le plus récent : *Quand les dictateurs s'associent pour diriger le monde* (2025). Je résume son analyse dans les deux paragraphes suivants.

Revue

Fragments n°11, juin 2025. 132 pages. 10 €

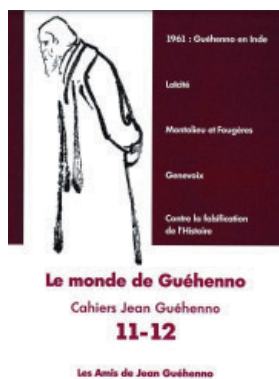


Le nouveau numéro de la revue de littérature prolétarienne, de très belle facture, consacre son numéro à l'écrivain roumain Panaït Istrati, ostracisé après avoir publié *Vers l'autre flamme* (1929) à son retour de Russie, sept ans avant le *Retour d'URSS* d'André Gide. Des poèmes de Serge Delugeard et d'Hervé

Martin, ou les *Souvenirs d'un gamin de Paris* de Franck Thiriot, montrent la vitalité du projet. On peut s'abonner pour 5 numéros par chèque de 35 € à l'ordre de CCLOPS.

[CCLOPS, 79 rue du docteur Roux, 95130 Franconville-la-Garenne.]

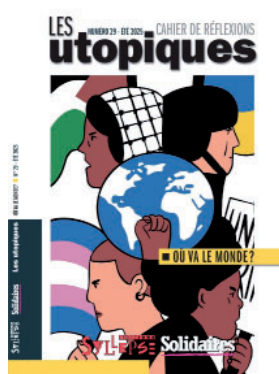
◆
Cahiers Jean Guéhenno n°11-12, septembre 2025. 172 pages. 20 €



Dans ce nouveau numéro des Amis de Jean Guéhenno, toujours aussi soigné, on trouvera notamment un article de notre ami David Ball sur « Les juifs dans le *Journal des années noires* » ou quelques pages de documents sur la grève de Fougères (1906-1907). Michel Winock rend hommage à l'historien Jean-Pierre Rioux, décédé en décembre 2024.

[Les Amis de Jean Guéhenno. François Roussiau. 57 rue Duguay-Trouin 35300 Fougères]

◆
Les Utopiques n°29, été 2025. 224 pages. 15 €



Dans la dernière livraison de l'incontournable revue de Solidaires, consacré à la situation mondiale, on recommandera particulièrement les articles de Dan La Botz et de Natasha Elena Uhlman sur la résistance syndicale à Trump aux États-Unis et celui de Patrick Le Tréhondat sur le syndicalisme en temps de guerre en Ukraine.

S.J.

Portfolio



↑ Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, 16 novembre 2025 (p.13 à 17)



↑ Manifestation parisienne des retraité-es, 6 novembre 2025



← Rassemblement à Hénin-Beaumont en soutien à Djelloul Kheris le 17 novembre 2025.

(La municipalité RN d'Hénin-Beaumont a engagé une procédure disciplinaire contre Djelloul Khéris, secrétaire de la section SUD Collectivités Territoriales)

☐ **NOUVEL ABONNEMENT** — ☐ **RÉABONNEMENT (23 EUROS)**

(précisez en cochant)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Mail (facultatif)

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

◇◇◇

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(Pas besoin de découper votre revue : ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue ou peut être recopié à la main)
Un nouvel abonnement commence au routage qui suit la réception du chèque. Signalez-nous au plus vite tout déménagement.

Ce numéro a été imprimé par SUD-Rail